



LA REPUBLIQUE TUNISIENNE

RAPPORT SUR LA RÉPARTITION RÉGIONALE DE L'INVESTISSEMENT

Traduction française élaborée dans le cadre du projet d'appui aux réformes budgétaire et comptable mis en œuvre par Expertise France et financé par l'Union Européenne.

La version arabe officielle fait foi.

« L'État agit en vue d'assurer la justice sociale, le développement durable et l'équilibre entre les régions, en tenant compte des indicateurs de développement et du principe de l'inégalité compensatrice. Il assure également l'exploitation rationnelle des ressources nationales. »

Article 12 de la Constitution Tunisienne 2014

Table des matières

Résumé du rapport	
Présentation générale	
PREMIERE PARTIE - L'Investissement régional au cours de la période 2016- 2019	6
1-Réalisations de la période 2016-2019 et prévisions2020	7
2- Impact de la pandémie COVID sur les investissements régionaux	7
3- L'impact économique et social des investissements réalisés au cours de la période du plan 2016-2020	8
Deuxième PARTIE- Principales orientations du développement régional et réformes proposées	9
1-Réalisations de la période 2016-2018 et prévisions2019	15
2-Impact de la pandémie COVID sur l'investissement régional :	19
3-L'impact économique et social des investissements réalisés au cours de la période de planification 2016-2020	21
1-Promouvoir le développement des régions et accroître leur attractivité.	44
2-Améliorer les conditions de vie aux niveaux régional et local	45
3-Développer la décentralisation et instaurer les bases d'une bonne gouvernance régionale et locale	46
4-Promouvoir la coopération internationale décentralisée.	47
ANNEXES	
Gouvernorat de Tunis	50
Gouvernorat de Ariana	52
Gouvernorat de Ben Arous	54
Gouvernorat de Manouba	57
Gouvernorat de Nabeul	60
Gouvernorat de Bizerte	63
Gouvernorat de Zaghuan	66
Gouvernorat de Sousse	69
Gouvernorat de Mahdia	72
Gouvernorat de Monastir	74
Gouvernorat de Sfax	76
Gouvernorat de Beja	78
Gouvernorat de Kef	80
Gouvernorat de Siliana	82
Gouvernorat de Jendouba	84
Gouvernorat de Kairouan	86
Gouvernorat de Kasserine	88
Gouvernorat de Sidi Bouzid	90
<i>Rapport sur la répartition régionale de l'investissement</i>	

Gouvernorat de Gafsa	92
Gouvernorat de Kébili	94
Gouvernorat de Tozeur	96
Gouvernorat de Gabes	98
Gouvernorat de Médenine.....	100
Gouvernorat de Tataouine.....	102

RESUME DU RAPPORT SUR LA REPARTITION REGIONALE DE L'INVESTISSEMENT

Ce rapport représente la deuxième édition de l'annexe jointe à la loi de finances sur la répartition régionale des investissements et ceci en application aux dispositions de la loi organique du budget (LOB) n °15 de 2019 du 13 février 2019 et notamment son article 46, qui précise la liste des annexes jointes au projet de loi de finances.

Ce rapport comprend deux principales parties :

1. La première partie : traite de la répartition régionale des investissements publics au cours de la période du plan et comporte trois volets

- La répartition régionale programmée au cours de la période prévue,
- Les réalisations de l'année de préparation du budget
- L'impact économique et social des investissements réalisés.

2. La deuxième partie : concerne les investissements régionaux au cours de l'année budgétaire, et composée des trois chapitres suivants :

- Les orientations générales dans le domaine du développement régional au cours de l'année budgétaire
- La répartition régionale des investissements
- L'impact économique et social des investissements programmés.

Ce deuxième rapport annexe à la loi des finances, vise à mettre à la disposition du lecteur les informations portant sur tous les projets mis en œuvre dans les régions et inclus dans le budget de l'Etat. Ce rapport permettra encore d'améliorer la lisibilité du budget et le renforcement du rôle de l'Assemblée de Représentants du Peuple (ARP) dans les différentes étapes de réalisation du budget ainsi que dans le suivi des investissements publics régionaux.

REMIERE PARTIE - L'Investissement régional au cours de la période 2016- 2020

La première partie de ce rapport, porte sur les réalisations de la période 2016-2019 et les prévisions pour l'année 2020 et présente l'avancement de la réalisation des programmes et projets publics et

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

privés et leur contribution à la réalisation des objectifs de développement dans les différentes régions .cette partie présente également Les résultats quantitatifs et qualitatifs réalisées ainsi que les principaux enseignements et recommandations proposées pour améliorer le taux de réalisation des projets et concrétiser les différents axes des objectifs de développement pour la prochaine période.

1-Réalisations de la période 2016-2019 et prévisions2020

~~Le total~~ La somme des investissements publics réalisés au niveau régional et au cours de la période 2016-2020 a atteint 14 931,548MD, d'un total prévu de 28 165,144 MD soit un taux de réalisation de 53% des prévisions du plan. Ces investissements ont contribué à une amélioration des conditions de vie et du climat des affaires, à concrétiser les principes de la bonne gouvernance, et à développer le tissu économique, l'infrastructure et la logistique. Et pour concrétiser les principes de la discrimination positive, l'accent a été mis sur l'orientation des investissements vers les gouvernorats dont l'Indice de Développement régionale (IDR) est le plus faible.

2- Impact de la pandémie COVID sur les investissements régionaux

L'année 2020 a été marquée par un ralentissement du décaissement des crédits alloués au niveau régional vu les répercussions économiques majeures du Corona virus. En effet cette crise a touché désormais toutes les régions du pays ainsi que tous les secteurs économiques.

Dans ce cadre et pour réduire les effets négatifs de cette crise, une série de mesures économiques et financières ont été mises en place afin de limiter l'impact de la pandémie afin d'assurer une accélération de la demande, soutenir la production, restreindre la dégradation des systèmes de production, assurer la pérennité des entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises, et maintenir les emplois

3- L'impact économique et social des investissements réalisés au cours de la période du plan 2016-2020

Dans le cadre de l'exécution des orientations du plan de développement dans le domaine de la concrétisation des ambitions des régions, un ensemble de mesures a été adopté pour soutenir les composantes du développement et les faire progresser vers des pôles de développement actifs. À cet égard, de nombreuses réformes structurelles ont été lancées, telles que l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'investissement, l'implémentation des comités régionaux d'investissement, et de l'Instance Tunisienne de l'Investissement et la conduite des élections municipales au cours de l'année 2018. De plus, l'entrée en exploitation des zones industrielles et l'aménagement d'un nombre d'entre elles a constitué un facteur important d'amélioration du climat d'investissement dans les régions.

Les efforts se sont concentrés aussi sur le soutien des infrastructures de transport, des routes et des services logistiques pour consolider les liens et la communication entre les régions d'une part, et la stimulation de l'initiative et des investissements privés, en particulier dans les secteurs prometteurs et à forte valeur ajoutée d'autre part.

En plus de continuer à soutenir les efforts de l'État pour améliorer les conditions de vie aux niveaux régional et local grâce aux programmes spécifiques comportant diverses composantes permettant la prestation des services et des équipements de base nécessaires et l'amélioration de la qualité de vie et ce, en concrétisant le principe de la discrimination positive au profit des régions les moins favorisées.

Et afin de rationaliser les ressources financières du système de financement du développement régional, les efforts ont été axés sur la mise en œuvre du partenariat entre le secteur public et le secteur privé par la création sous la tutelle de la présidence du gouvernement d'une comité générale du partenariat entre le secteur public et le secteur privé, , qui jouit d'une personnalité morale, d'une indépendance administrative et financière. Elle est chargée d'assurer l'assistance technique des agents publics et de les soutenir pour la

préparation, le suivi de la mise en œuvre des contrats de concession et de partenariats public-privé (PPP).

En outre, de nombreux mécanismes et programmes ont été mis en place pour financer la création des projets tout en continuant à travailler avec le mécanisme « Fond d’amorsage » permettant de stimuler la création des petites et moyennes entreprises (PME).

Deuxième PARTIE- Principales orientations du développement régional et réformes proposées

L'année 2021 acquière une grande importance car c'est la première année du nouveau plan quinquennal 2021-2025, où les actions se poursuivront pour soutenir le développement des régions intérieures, améliorer les conditions de vie et mettre en œuvre des projets à caractère régional qui répondent aux besoins et priorités des régions. On s'attend à ce que le processus du développement connaisse un changement qualitatif et distingué pour soutenir les piliers du développement régional, intégrer les régions, gagner en compétitivité et améliorer leurs propres indicateurs de développement. Les axes suivants se poursuivront également en 2021 :

- Promouvoir le développement des régions et accroître leur attractivité,
- Amélioration des conditions de vie aux niveaux régional et local,
- Soutenir la décentralisation et mettre les bases d’une bonne gouvernance régionale et locale,
- Promouvoir la coopération internationale décentralisée.

PRESENTATION GENERALE

Ce rapport s'inscrit dans le cadre de l'application des dispositions de la loi organique n°15 du 13 février 2019 relative à la Loi Organique du Budget (LOB), et l'article 46, qui prévoit une liste d'annexes jointe au projet de la loi des finances, dont un rapport sur la répartition régionale de l'investissement.

L'investissement public est conçu comme un pilier fondamental de l'économie nationale, compte tenu de sa contribution effective, dans le développement économique et social du pays. Et Afin d'améliorer l'efficacité de la programmation des projets publics selon la priorité et le rapport coût-efficacité, et de mieux les cibler pour réduire les écarts entre les régions et de renforcer l'inclusion sociale, il y a eu une promulgation du décret gouvernemental n° 2017-394 du 29 mars 2017 portant création d'un cadre unifié pour l'évaluation et la gestion des investissements publics.

Afin de renforcer la transparence dans la répartition des investissements publics et de concrétiser le principe de la discrimination positive un rapport accompagnant la loi de finances sur la répartition régionale des investissements a été instauré au début de l'année 2019. Ce rapport permettra d'améliorer la lisibilité du budget et renforcer le rôle de l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP) dans les des différentes étapes de la préparation du budget et l'évaluation de la répartition régionale des investissements publics.

Ce rapport permettra la détermination de la part de chaque région dans l'investissement public au cours de l'année budgétaire et contribuera également à mettre en place une nouvelle approche de la répartition des investissements publics destinés au développement, basée sur l'approche territoriale en complément de l'approche sectorielle actuellement adoptée dans la répartition du budget de l'État. Cette orientation ajoutera plus de transparence dans la répartition régionale des investissements et permettra de mettre en relief l'effort déployé par l'Etat dans le cadre du développement et ceci en comptabilisant le total des crédits et des projets alloués pour chaque région.

Ce rapport facilitera aussi le processus de suivi des projets programmés dans les gouvernorats par les autorités régionales, en plus du suivi de l'évolution des investissements dans les différentes régions.

Ce rapport comprend deux principales parties :

Première partie : traite de la répartition régionale de l'investissement public au cours de la période du plan 2016-2020 et composée de trois volets : la répartition régionale programmée pendant la période du plan, les réalisations jusqu'à l'année de préparation du budget et l'impact économique et social des investissements réalisés.

La deuxième partie : concerne les investissements régionaux au cours de l'exercice budgétaire et comprend les trois volets suivants : les orientations générales dans le domaine du développement régional au cours de l'année budgétaire, la répartition régionale des investissements et l'impact socio-économique des investissements programmés.

Afin d'unifier les concepts et de faciliter la lecture du contenu de ce rapport, les définitions de termes suivants seront utilisées :

- **Investissement public** : total des dépenses que l'État alloue à la mise en œuvre des projets publics et est imputé sur ses ressources propres, les prêts extérieurs ou les dons reçus par les structures publiques.
- **Projets publics** : projets réalisés dans le cadre d'un investissement public, qu'ils soient nouveaux ou extension de projets existants, quelles que soient les modalités de leur réalisation, y compris les projets réalisés dans le cadre du partenariat entre le secteur public et le secteur privé
- **Partenariat entre le secteur public et le secteur privé (PPP)**: La notion de partenariat entre le secteur public et le secteur privé comprend dans le sens le plus large les concessions définies par la loi n ° 2008-23 du 1er avril 2008 et ses décrets d'application, en plus des contrats de partenariat public privé définis par la loi 2015-49 du 27 Novembre 2015 et ses textes d'applications.

Les partenariats entre le secteur public et le secteur privé permettent à l'État de confier au secteur privé la création de projets d'installations, d'équipements ou d'infrastructures de base pour fournir un service public. Le PPP dans ces cas n'entraîne pas la privatisation des ressources et des infrastructures, ni le renoncement de l'État à la propriété des installations réalisées.

- **Structures publiques** : ministères, établissements et entreprises publics et collectivités locales.
- **Structures intervenantes dans l'investissement public** : ministères, établissements et entreprises publics, collectivités locales et secteur privé.
- **Le cadre commun pour l'évaluation et la gestion des investissements publics** : vise à rationaliser la gestion des investissements publics financés sur le budget de l'État ou dans le cadre d'un partenariat entre le secteur public et le secteur privé conformément au décret gouvernemental numéro 2017-394, du 29 mars 2017.
- **Investissements régionaux** : le total des investissements publics dans une région (gouvernorat) spécifique.
- **Projets régionaux** : les projets publics réalisés dans une région (gouvernorat) spécifique par toutes les structures publiques.
- **Indicateur de Développement Régional (IDR)**: Un indicateur proposé par le ministère en charge du développement, calculé en fonction de critères économiques et sociodémographiques pour classer les régions du pays en fonction de l'évolution de leur degré de croissance.

I-PREMIERE PARTIE INVESTISSEMENT REGIONAL 2016-2020

La première partie de ce rapport, porte sur les réalisations de la période 2016-2019 et les prévisions pour l'année 2020 et présente l'avancement de la réalisation des programmes et projets publics et privés et le degré de leur contribution à la réalisation des objectifs de développement dans les différentes régions .cette partie présente également Les résultats quantitatifs et qualitatifs réalisées ainsi que les principaux évaluations et enseignements et recommandations proposées pour améliorer le taux de réalisation des projets et accroître l'atteinte des objectifs de développement pour la prochaine période à travers ses différents axes. En effet les efforts fournis au cours de la période 2016-2019 ont porté sur la concrétisation des orientations stratégiques de développement et la satisfaction des ambitions des régions représentées par cinq principaux axes :

- Réalisation de l'interconnexion et la communication entre les régions,
- Promotion du développement des régions et augmentation de leur attractivité.
- Adoption et renforcement du système de financement du développement régional,
- Amélioration des conditions de vie aux niveaux régional et local,
- Promotion de la décentralisation et instauration des bases de la bonne gouvernance locale et régionale.

1-Réalisations de la période 2016-2019 et prévisions 2020

Le total des investissements publics réalisés au niveau régional au cours de la période 2016-2020 a atteint 14 931.548MD, soit 53 %, d'un total qui s'élève à 28 165 144 MD programmé dans le plan. La répartition par gouvernorat de ces investissements se présente comme suit :

EPARTITION DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC REGIONAL

2016-2020 PAR GOUVERNORAT

GOUVERNORAT	Investissements programmés 2016-2020 (MD)	Investissements réalisés au cours	Prévisions 2020 (MD)	Totale période 2016-2020 (MD)	Taux de réalisation (%)
Tunis	2022	1035,782	291,71	1327,492	66

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Ariana	677,079	419,485	102,971	522,456	77
Ben Arous	868,559	379,097	55,85	434,947	50
Manouba	921,015	431,641	80,707	512,348	56
Nabeul	1094,928	376,306	105,844	482,15	44
Bizerte	1639,511	805,187	213,47	1018,675	62
Zaghouan	648,45	237,301	128,95	366,251	56
Sousse	830,058	260,399	43,43	303,829	37
Mahdia	1143,019	369,808	98,842	468,651	41
Monastir	756,441	274,124	106,861	380,985	50
Sfax	2304,894	954,186	222,265	176,451	41
Beja	1031,802	451,542	130,067	581,609	56
Kef	1105,049	529,074	117,825	646,899	59
Siliana	1940,408	464,193	75,598	539,791	28
Jendouba	1330,5	359,19	53,232	412,422	31
Kairouan	1714,385	721,241	167,303	888,544	52
Kasserine	1480	625,191	103,925	729,116	49
Sidi Bouzid	1349,887	766,917	217,625	984,542	73
Gafsa	1029,657	520,424	182,807	703,231	68
Kébili	545,462	277,16	82,091	359,251	66
Tozeur	512,281	273,62	133,122	406,742	79
Gabes	1182,477	410,41	111,545	521,955	44
Medenine	1360,292	671,576	128,838	800,414	59
Tataouine	676,99	287,061	75,755	362,816	54
Total	28165,144	11900,914	3030,633	14931,548	53

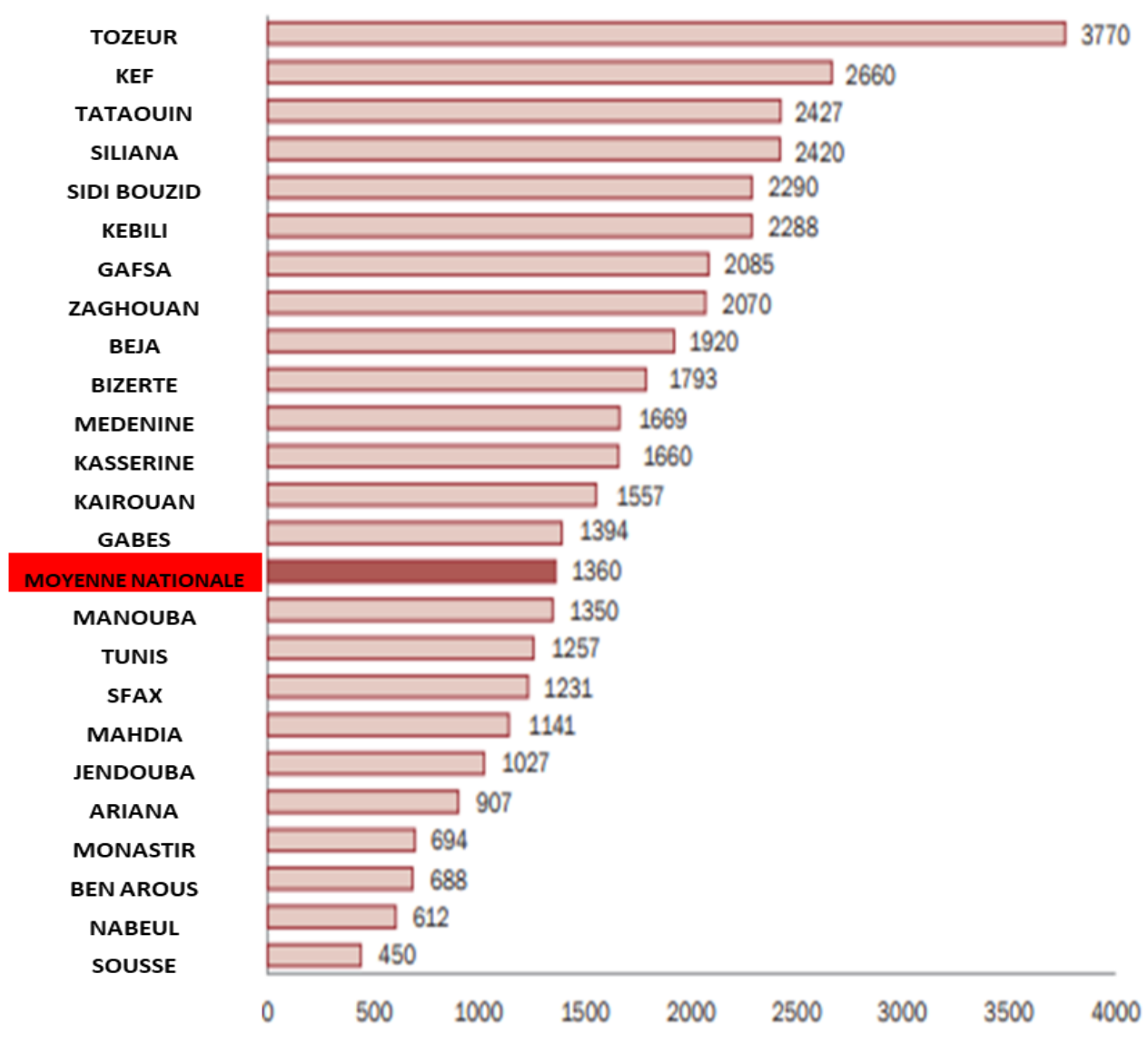
Les investissements réalisés ont permis une amélioration des conditions de vie et du climat des affaires, l'incarnation de la bonne gouvernance et le développement du tissu économique, de l'infrastructure et de la logistique. La moyenne globale d'avancement relativement faible (53%), est la conséquence de nombreux problèmes, tels que :

- Le coût élevé des projets, notamment du fait du glissement continu du dinar d'un côté et le retard dans la préparation des études techniques d'autre part,
- La réticence des entreprises à participer aux appels d'offres de certains projets,
- Diminution de la capacité des entreprises à honorer leurs engagements et la fragilité de leurs situations financières,
- La faible capacité des institutions et structures publiques à mettre en œuvre des projets dans les délais par manque de ressources humaines, notamment dans les régions de l'intérieur, par rapport aux grands investissements programmés au plan
- La lourdeur des procédures de préparation des projets (étape de préparation des études, des expropriations foncières et des approbations).
- Les retombées négatives de la pandémie du Corona virus (suspension des travaux de réalisation des projets, report des résultats de dépouillement des offres, prolongation des délais des commandes publiques, suspension de démarrage de la réalisation des marchés approuvés, ralentissement de l'avancement des études de projet, ...).

Et dans le cadre de la concrétisation du principe de discrimination positive, l'accent a été mis sur la l'orientation des investissements aux régions dont l'indicateur de développement est le plus faible. Comme le montre le graphique suivant.

LA MOYENNE D'INVESTISSEMENT PAR HABITANT DE 2016-2020

En Dinars



Le graphique ci-dessus montre qu'à l'exception des gouvernorats de Jendouba et de Mahdia, le reste des gouvernorats, incluse parmi les 16 ayant l'indicateur de développement le plus faible, les investissements ont dépassé la moyenne nationale par habitant (2016-2020). Le total des investissements par habitant à Tozeur et au Kef dépasse le double de la moyenne nationale, ainsi il dépasse 150% la moyenne nationale à Tataouine, Siliana, Sidi Bouzid et Kébili, Gafsa et Zaghuan.

Par contre il est à noter que les huit premiers gouvernorats en termes d'indicateur de développement, qui englobent 50% de la population, ont eu des investissements totaux par

habitant, au cours de la période 2016-2020, inférieurs à la moyenne nationale, ainsi que les taux dans les gouvernorats de Sousse et de Nabeul ne dépassent pas 50%.

2-Impact de la pandémie COVID sur l'investissement régional :

L'année 2020 a connu un ralentissement des décaissements de crédits au niveau régional, en raison des répercussions économiques majeures de la pandémie du Coronavirus. Cette crise a touché toutes les régions du pays sans exception, et tous les secteurs économiques.

Les gouvernorats à caractère agricole ont été affectés par la baisse de la demande interne et externe, en plus de la baisse de l'offre due aux procédures du confinement sanitaire et de la distanciation sociale. En raison de la perturbation de la règle de l'offre et de la demande les prix des produits agricoles ont connu une augmentation notable, cela a eu un impact négatif sur le pouvoir d'achat du citoyen.

Quant aux gouvernorats à vocation touristique, ils ont également été touchés par la crise du Covid19, ainsi le secteur du tourisme a enregistré une baisse des recettes d'environ 60.7% jusqu'en septembre 2020, par rapport à la même période en 2019, suite à la fermeture des frontières et l'annulation des réservations touristiques internationales. Le déclin du secteur a également affecté l'emploi avec la perte de milliers d'emplois directs et indirects.

En ce qui concerne les gouvernorats ayant un tissu industriel avancé, les secteurs du textile et de l'habillement et les sous-secteurs des industries mécaniques et électriques ont été les plus affectés par la crise. Alors que, malgré l'augmentation de la demande de masques de protection, le secteur textile a été affecté par la régression de la demande mondiale, tout comme le secteur des industries mécaniques et électriques. La baisse de la demande mondiale dans ce domaine a affecté les recettes en devises ainsi que l'emploi dans le secteur industriel dans les gouvernorats concernés. En conséquence, le budget de l'État pour l'année 2020 dans la section investissement a été fortement affecté, car il a connu une baisse significative du niveau de consommation des crédits des différents conseils régionaux en raison de la

suspension du secteur des travaux publics et de la construction et des différents chantiers, y compris les travaux en continu, compte tenu des mesures décidées concernant le confinement sanitaire.

D'autre part, le budget de développement des gouvernorats a connu un ensemble de changements à l'échelle des priorités, ainsi que dans les domaines d'intervention, où la priorité absolue a été accordée au secteur de la santé et le transfert de crédits pour l'acquisition de matériels de protection, d'équipement de santé, ainsi qu'aux affaires sociales, ce qui permettra une disponibilité de fonds pour exécuter les actions à caractère social annoncées et approuvées par le gouvernement dans le cadre du Programme de lutte contre la pandémie du Coronavirus.

Cette crise a entraîné un certain nombre de mouvements sociaux perturbateurs dans plusieurs régions, en particulier les centres de production de phosphate de Gafsa et les centres de production pétrolière de Tataouine, et un certain nombre d'autres mouvements appelant à l'emploi et au développement dans certains gouvernorats.

Et dans le cadre des actions visant à trouver des solutions adéquates pour réduire les effets négatifs de cette crise sanitaire, un certain nombre de mesures économiques et financières ont été prises pour stimuler la demande, soutenir la production et limiter la détérioration des systèmes de production et pour assurer la pérennité des entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises afin de préserver les emplois.

Parmi les mesures les plus importantes prises dans ce contexte :

- Orienter les ressources disponibles de l'État pour aider le secteur de la santé à fournir l'équipement et les ressources humaines et matérielles nécessaires, en soutenant le budget du ministère de la Santé et en adoptant des programmes spécifiques pour soutenir le secteur de la santé. (Dans ce cadre une proportion de 30 % du budget du programme régional de développement a été consacrée pour des interventions dans le secteur de la santé)

- Offrir des privilèges fiscaux et financiers exceptionnels aux petites et moyennes entreprises (PME) qui connaissent des difficultés économiques et financières.
- Effectuer des transferts financiers complémentaires au profit des catégories sociales vulnérables affectées par la situation économique et financière actuelle pour leur assurer une vie décente et préserver leur pouvoir d'achat,
- Augmenter le volume des investissements publics et reprendre la réalisation des grands projets inscrits dans le cadre du partenariat public-privé pour dynamiser l'activité économique et réduire le chômage,
- Contrôler les prix et assurer un approvisionnement régulier du marché en constituant des stocks stratégiques en produits de base et en assurant un approvisionnement régulier du marché, ainsi qu'en activant le rôle des services de sécurité et du contrôle économique pour maintenir le pouvoir d'achats.

3-L'impact économique et social des investissements réalisés au cours de la période de planification 2016-2020

En application des orientations du plan de développement dans le domaine de la concrétisation des aspirations/ambitions des régions, un ensemble de mesures a été adopté pour soutenir les composantes du développement des régions et les faire progresser vers des pôles de développement actifs.

3.1 Assurer l'interconnexion et la communication entre les régions :

La réalisation de l'interconnexion et de la communication entre les régions a constitué une composante importante de la stratégie de développement pour la période 2016-2020. C'est dans ce cadre qu'une priorité a été accordée à la formulation de politiques et de programmes de développement facilitant l'intégration de la région dans son environnement et en créant un cadre intégré interrégionale.

Dans le domaine du soutien aux infrastructures de transport, aux routes et aux services logistiques, les projets soit achevés soit en cours de réalisation, ont été orientés pour promouvoir les services de transport terrestre, maritime et ferroviaire, développer le réseau d'autoroutes, les voies express, nationales, régionales, locales et rurales, renforcer le rôle et l'efficacité des services de télécommunications et des zones logistiques et améliorer et organiser l'aménagement territorial régional.

Dans le domaine des services de transport multimodal, la flotte de bus de transport public de voyageurs a été renforcée, notamment au niveau du Grand Tunis, avec l'acquisition de 370 bus neufs et 304 bus d'occasion. La période précédente a également vu la poursuite de l'achèvement de la ligne «D» RFR El-Goubaa-Barcelone-Tunis et le démarrage des études d'exécution du tronçon central du métro pour un coût total d'environ 220 MD, qui comprend plusieurs composantes, dont la plus importante est la restauration de la station « Barcelone » pour devenir un pôle de liaison intégré « multimodal », qui comprend le bus, le métro, le réseau ferroviaire rapide (RFR) et le train.

Dans le domaine de transport maritime et aérien, l'année 2017 a vu la mise en œuvre de la ligne maritime Marseille-Zarzis, ce qui a permis d'assurer 11 traversées de passagers en 2019. Des vols directs ont été lancés de l'Algérie vers l'aéroport international de Djerba Zarzis au cours de l'été 2019, à raison de deux vols tous les 10 jours. La ligne ferroviaire Tozeur - Metlaoui a également été renouvelée.

Le secteur routier a connu de nombreuses interventions dans les différentes composantes de l'infrastructure autoroutière, express, nationale et régionale, ce qui a contribué à renforcer la

connexion au réseau, verticalement et horizontalement dans la région et inter régional où l'autoroute reliant Sfax-Gabès a été achevée et entrée en exploitation. Aussi l'achèvement de l'autoroute dans sa deuxième partie entre Oued Zarga - Bou Salem avec l'avancement des études pour la mise en œuvre de la troisième partie, reliant Bou-Salem et la frontière algérienne.

Le taux d'avancement des travaux de l'autoroute Gabès – Médenine a atteint 79% et Médenine - Ras Jedir est de 97%, avec la résolution des problèmes fonciers qui ont causé les retards enregistrés, et la réalisation de la liaison de Tataouine à l'autoroute A1 avec un avancement de 10%.

Quant aux routes expresses, la préparation de l'achèvement du projet de routes transversales, qui est le doublement de la route nationale numéro 13, reliant les gouvernorats de l'intérieur (Sidi Bouzid et Kasserine) avec l'autoroute A1 au niveau de Sfax, les études sont bien avancées et des négociations sont en cours avec les bailleurs de fond pour le financement. Dans ce cadre, des travaux sont en cours pour libérer l'emprise nécessaire à cette route nationale sur une distance de 182 km et le coût du projet est de 910 MD.

Afin d'alléger la pression du trafic sur la capitale, les travaux de l'échangeur: Route X-la sortie Ouest, ont été achevés, et les travaux de la liaison entre la route nationale n ° 10 et la route X d'une longueur de de 3 km y compris deux échangeurs, et un doublement de RL 533 entre la route locale (RL) 546 et Klaat Al-Andalus et l'échangeur GP9 et la X2, l'échangeur X3- X20, et la continuation des travaux de la route X20 (RR 31 - sortie ouest) ainsi que les travaux de la route X4 avec un échangeur au niveau de l'intersection X4-X20.

Afin d'améliorer la connectivité entre les villes du district sud du pays, la route périphérique (Déviation) de la ville d'El Hamma d'une longueur de 13 km et la route périphérique de la ville de Gafsa ont été achevées, des études ont été aussi achevées de la route périphérique de la ville de Zarzis et le dédoublement de la route romaine à Djerba avec l'insertion d'une deuxième ouverture. Aussi le renforcement de la route nationale n ° 03, reliant Gafsa à Metlaoui (5,43 km), et la route nationale n ° 15 entre les frontières du gouvernorat de Gabès

au croisement d'Al-Guetar à Ouled Bou Omran de la délégation de Belkhir (Gafsa) d'une longueur de 59 km.

En outre, les routes nationales et régionales ont connu :

1) L'achèvement de plusieurs projets, notamment le renforcement des routes nationales n° 1, n° 3, n° 15 à Tozeur, Gafsa, Tataouine, Kasserine, et la réhabilitation des routes régionales n°81, n°83, n°73, des routes locales n°887 et n°889 dans les gouvernorats de Sidi Bouzid, Mahdia, Kairouan, et les pistes rurales reliant Tejrrouin à El Houdh du gouvernorat du Kef, sur une longueur de 27 km, et la réhabilitation de la route nationale n°17 dans le cadre de l'achèvement du projet de barrage de oued el Kebir dans le gouvernorat de Jendouba

2) La poursuite de l'achèvement des travaux du projet de comblement des lacunes, sur la route nationale n° 19 au niveau du Jebel Matous à Tataouine sur une longueur de 20 km et la route Local (RL)n° 958 à Gabès et renforcement de la route régionale n° 83, longueur 5,12 km entre Sidi Bouzid Est et Souk el Jedid, et le renforcement de la route nationale n° 13, liaison entre Sidi Bouzid Est et Essabala sur une longueur de 4,47 km et construction d'un pont sur Oued al-Laban et la route n° 89 PK 1 et entretien de l'ouvrage existant sur Oued al-Laban et la RR (Route Régionale) 83- Pk 66.5.

Dans le but d'assurer l'ouverture des gouvernorats frontaliers sur leur environnement interrégional, la période à venir verra la poursuite du projet de construction du poste-frontière Dhiba, qui contribuera au renforcement des échanges commerciaux extérieurs, en plus des études techniques pour l'extension de l'aéroport civil de Remada. Dans le même cadre, les tranches 1, 2 et 3 du poste frontière Hazoua ont été achevées et sont entrées en phase d'exploitation au cours du mois de mars 2018, en attendant l'achèvement de la quatrième tranche, ce poste deviendra un passage commercial. Le poste frontalier de Maloula est déjà entré en exploitation. La route nationale numéro 15 de Talabat-Bouchebka à la frontière algérienne est en cours d'achèvement sur une longueur de 29,4 km, pour un coût de 20,6 MD.

Par ailleurs, et dans le cadre d'une volonté d'intégration de l'espace désertique dans l'activité économique, la période 2016-2020 a vu le lancement du projet de développement de la zone

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

désertique du gouvernorat de Tataouine, par l'avancement des études de création de 1000 hectares d'oasis et de périmètres irrigués ainsi que le lancement du revêtement des routes dans la zone du projet et la route nationale 19.

En ce qui concerne les services logistiques, une étude technico-économique du projet de la zone logistique d'Enfidha a été lancée en plus de la zone franche d'activités commerciales et logistiques de Ben Guerdane où les études et les travaux d'aménagement ont atteint un avancement de 80% pour l'aménagement des espaces extérieurs, les raccordements aux réseaux de l'électricité, l'assainissement et de l'eau potable. A cela s'ajoute les préparatifs pour la réalisation de la zone logistique Gargour à Sfax dans le cadre du partenariat entre les secteurs public et privé. Il est attendu l'achèvement de la première phase des études de la zone logistique de Zarzis et de la zone logistique de Bouchama à Gabès.

Et en ce qui concerne le développement des **services de technologie de l'information et de la communication** : les interventions les plus importantes ont été orientées vers le renforcement de la couverture et de la fluidité de communication du réseau mobile, en plus de l'extension et la réhabilitation du réseau de communication et l'installation de distributeurs secondaires numériques.

Pour une meilleure maîtrise de la structuration de l'espace territorial et urbain dans les régions et parallèlement à la préparation du plan directeur pour l'aménagement du territoire national, les orientations au niveau régional consistaient à réviser et à préparer les plans d'aménagement territoriaux et d'urbanisme ; en plus du soutien des composantes des équipements vitaux dans un certain nombre de villes et de municipalités, tel que la préparation du plan directeur du développement et d'aménagement du gouvernorat de Sidi Bouzid à l'horizon 2030, et la préparation et la revue des plans d'aménagement urbains pour la municipalité d'Al-Saida et 7 groupements résidentiels ruraux à Sidi Bouzid et l'étude des plans d'aménagement urbains de 8 municipalités, 11 groupements résidentiels et un village rural.

Le gouvernorat du Kef a vu l'achèvement de 08 plans d'aménagement urbains approuvés pour les municipalités du Kef, Tajerouine, Seres, Dahmani, Sakiet Sidi Youssef , Ksour, Neber et Kala Khasba, en plus de 06 plans d'aménagement urbains sont sujets à des révisions et qui concernent les municipalités de Kalat Snen, Touiref et Menzel Salem.

En outre, le plan d'aménagement urbain de la municipalité de l'Ariana a été approuvé en 2018; Pour les gouvernorats de Mahdia et Gabes il y a eu finalisation des études des plans directeurs d'aménagement et de développement et la mise à jour des plans directeurs des gouvernorats de Jendouba, El Kef, Tataouine et Zaghuan.

La stratégie de développement dans la prochaine période a pour objectifs la création d'un ensemble de pôles urbains répartis sur tout le territoire de la Tunisie, notamment dans les chefs-lieux des gouvernorats, et à resserrer les liaisons avec le reste des centres urbains, les groupements ruraux, les zones de production, les ports, les aéroports, et créer un cadre de vie décent dans ces pôles en attirant les investisseurs et en créant un dynamisme économique sur le territoire national.

3.2 Appuyer le développement des régions et accroître leur attractivité

Cet axe repose sur la bonne exploitation et l'utilisation des avantages préférentiels des régions, en effet, les efforts ont été intensifiés durant la période (2016-2020) pour étendre et diversifier la base économique, renforcer les infrastructures pouvant attirer les investissements au niveau régional et globalement améliorer le rang de la Tunisie dans les classements internationaux liés au climat des affaires.

✚ Des régions disposant de tous les pouvoirs et capacités pour servir le développement selon le principe de Subsidiarité

Dans le cadre de l'achèvement du processus de la gouvernance locale, des actions ont été réalisées, au cours de la période (2016-2020) :

- La réalisation des élections municipales au cours de l'année 2018 ;

- L'élaboration d'une vision pour le repositionnement des Offices de Développement Régionaux et le Commissariat Général au Développement Régional (CGDR) et revoir leurs missions dans le cadre du processus de la décentralisation et la création des Conseils Municipaux, Régionaux et des Districts avec plus de pouvoir afin de renforcer l'efficacité de leur rôle dans le domaine du développement ;
- L'augmentation des taux d'encadrement et de formation à travers l'organisation de plusieurs sessions de formation dans le cadre de programmes de coopération internationale au profit des cadres des Conseils Régionaux et des administrations régionales et dans différents domaines tels que la planification régionale et la gestion des affaires régionales et locales ;
- La mise en place, dans toutes les régions, des comités régionaux d'investissement dans le cadre de la promotion de l'investissement régional. Ces comités auront plus de pouvoirs afin d'aider les promoteurs et les investisseurs à résoudre les problèmes, notamment administratifs, qui empêchent la mise en œuvre de leurs projets, ce qui à son tour contribuerait à réaliser un développement régional intégré et équilibré ; à soutenir la décentralisation et à établir une nouvelle gouvernance pour simplifier et standardiser les procédures à différentes étapes.

Ces comités seront également chargés de de mettre une stratégie régionale de promotion/marketing territoriale basée sur les ressources et les capacités disponibles qui caractérisent chaque région. Ils auront aussi la charge de développer des stratégies régionales de promotion de l'investissement privé dans différents secteurs économiques, ainsi que le suivi de la réalisation des projets d'investissement objet de déclarations.

Promouvoir les régions en pôles de développement actifs

Cette période a été caractérisée par le renforcement du soutien aux investissements privés et à l'amélioration du climat d'investissement dans les régions, à travers :

- L'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'investissement depuis le 01 avril 2017 comme cadre juridique, afin de promouvoir l'investissement dans les secteurs prometteurs et à forte valeur ajoutée.
- L'approbation de la loi sur les startups, qui représente l'un des piliers de l'impulsion économique, d'une dynamique pour les jeunes chômeurs, d'une reprise de l'initiative, d'une relance de l'économie grâce aux technologies de pointe et d'assimilation d'idées innovantes.
- La promulgation de la loi transversale n°2019-47 du 29 mai 2019, relative à l'amélioration du climat d'investissement à travers laquelle 19 lois et 4 codes juridiques ont été modifiés. Les dispositions de cette loi visent à faire progresser l'investissement et à améliorer le climat des affaires en simplifiant les procédures relatives à la création des entreprises économiques et en facilitant les modes de leur financement et en appuyant leur gouvernance et leur transparence.
- L'entrée en exploitation de zones industrielles et l'achèvement de l'aménagement de certaines d'entre elles, a représenté un facteur clé d'amélioration du climat d'investissement dans les régions et de développement du volume des investissements, tels que le pôle industriel d'Al-Fejja, au gouvernorat de Manouba, qui a été créé sur une superficie de 116 hectares et qui permettra l'installation de 150 entreprises avec la création 15 000 postes d'emplois, dont 4500 diplômés de l'enseignement supérieur.
- L'achèvement de la création de la pépinière d'entreprises du pôle biotechnologie de Sidi Thabet dans le gouvernorat de l'Ariana, qui est classée première au niveau national dans le domaine de la biotechnologie absolue dans la santé, les industries pharmaceutiques et les sciences de la vie. Il y a en plus l'achèvement des composantes du pôle technologique de Borj Cedria et l'achèvement du pôle technologique du textile à Monastir- Fejja, et de la plupart des zones industrielles telles que la zone industrielle de Zriba au gouvernorat de Zaghuan sur une superficie de 90 hectares, la zone industrielle de Kébili et l'aménagement d'environ 80% de la zone industrielle de Ben Guerdane qui couvre 15,5 hectares et l'achèvement des projets de réhabilitation des zones industrielles d'Utique (35 Ha) et

Sejnane (17 Ha) à Bizerte. Il est attendu l'achèvement de la deuxième tranche de la zone industrielle de Bel lassaouda (10 Ha) et la poursuite de l'aménagement de la zone industrielle de Jelma (15 hectares) et la mise en place de la zone industrielle d'Om Ladham (50 ha) dans le gouvernorat de Sidi Bouzid ;

Ces projets ont permis d'attirer de nombreux investissements tels que, Leoni International Company dans la zone industrielle de Zarmdine au gouvernorat de Monastir, spécialisée dans la fabrication de câbles automobiles pour un coût de 200 Millions de Dinars et une capacité d'emploi de 5000 postes dont 1000 sont des cadres supérieurs ; avec aussi le groupe PSZ dans l'industrie des câbles électroniques à la zone industrielle de Bouhjar avec une capacité d'emploi de 3500 postes d'emploi.

- L'extension de l'incubateur d'entreprise au pôle Elghazala dans les technologies de la communication a attiré 100 "startups" contre 10 avant l'extension et a entamé l'hébergement et l'accueil d'entreprises émergentes dans les domaines liés à la biotechnologie au pôle biotechnologie de Sidi Thabet au gouvernorat de l'Ariana. Aussi, la construction d'une zone industrielle à Beni Khalled et le premier lot de la zone industrielle à Bouargoubau gouvernorat de Nabeul a été entamée.
- Dans le domaine de l'industrie, 448 opérations d'investissement ont été achevées dans le gouvernorat de Tunis, ce qui a permis la création d'environ 4500 emplois suite à la réalisation de certains projets qui étaient en difficultés, notamment dans la zone industrielle d'El Agba. Parmi les investissements les plus importants, on peut citer le projet d'extension de la société des boissons à Tunis, pour une valeur de 110 Millions de Dinars, et les deux unités de production de médicaments dans la zone industrielle d'El Agba, avec des investissements estimés à 84 MD.
- La création d'un fonds d'investissement dans le gouvernorat de Kébili avec un capital risque «SICAR» d'une valeur de 5 Millions de Dinars (MD) et une estimation d'augmentation du capital dans la limite de 15 millions de dinars.

- Entrée en vigueur de la loi n° 2016-69 du 10 août 2016, relative à l'amendement la loi n°64-28 du 4 juin 1964, relative aux statuts des terres collectives, qui permettrait la cession sous forme de propriétés privées à des particuliers ou à des collectivités, ou la location ou l'hypothèque de ces terres. Cela permettra de les exploiter pour la réalisation des projets publics ou privés, à promouvoir les investissements et à créer des emplois.
- L'achèvement de l'élaboration des stratégies de développement à l'horizon 2030 des gouvernorats de Zaghouan, Manouba, Bizerte, Mahdia et Sfax, et le début de l'élaboration de la stratégie de développement du gouvernorat de Jendouba à l'horizon 2050 et l'étude stratégique du développement économique et social des zones frontalières à l'horizon 2030. En plus du lancement de l'étude stratégique de développement du grand Tunis à l'horizon 2050.
- La création d'un centre de design à Nabeul dans le cadre du complexe Art de la Table (CLUSTER) dont l'objectif est le renforcement des capacités et la création dans le domaine de l'artisanat.
- La promulgation de la loi N° 2020-30 en date du 30 Juin 2020 relative à l'économie sociale et solidaire et qui a pour objectif d'atteindre l'équilibre entre les exigences de l'efficacité économique, le volontariat et la solidarité et réaliser la justice sociale, la répartition équitable des richesses, la structuration de l'économie informelle et parvenir au bien-être économique et social et améliorer la qualité de vie des citoyens.
- Le démarrage de l'étude sur l'appui de la transformation économique structurelle et à la compétitivité des créneaux porteurs en Tunisie financée par la Banque Africaine de Développement.
- La réalisation d'une étude pour la promotion de la filière de tourisme alternatif dans les gouvernorats de la région Centre-Ouest, et le démarrage de la promotion de ses résultats afin d'exploiter les opportunités potentielles tels que le patrimoine historique, les richesses des composantes environnementales et écologiques et les caractéristiques traditionnelles de ces régions.

- L'élaboration de l'étude stratégique industrielle à l'horizon 2035.

Au cours de la période 2016-2017, un effort a été fourni pour la mise en œuvre d'une politique culturelle spécifique aux régions en créant des maisons de culture et en subventionnant les festivals et les manifestations. En effet, une expansion du réseau a eu lieu avec des espaces culturels au sein de nouvelles régions, telles que l'achèvement d'une bibliothèque publique à Sidi Ismail à Beja et à Souk Jedid à Sidi Bouzid et l'achèvement de la bibliothèque publique à Sers au Kef, et la réhabilitation de la bibliothèque publique de Bouhajla, dans le gouvernorat de Kairouan.

Aussi l'achèvement de la réalisation des Centre des Arts Dramatiques et Scéniques à Sousse et Sidi Bouzid, le démarrage de l'étude d'un musée de la révolution et la construction du Centre universitaire pour l'animation culturelle et sportive à Sfax.

En plus de cela il est prévu l'achèvement de 12 maisons de culture à :Sabalat Ouled Askar, Ouled hafouz, lassouda, Mhamdia, Mornag,Raoued,El Baten, Zriba, Ghazala, El mida, Tastour et Makthar, le complexe culturel de Beja, un club spécialisé à Jérissa, une salle d'exposition à Farnana et l'achèvement de 05 bibliothèques publiques dans les gouvernorats de Manouba, Bizerte et Siliana, les deuxièmes tranches des bibliothèques publiques de Nebber et de Touiref au gouvernorat de Kef , une bibliothèque régionale à Siliana, un théâtre en plein air à Tabarka, une maison de culture à Sidi Makhlouf, le démarrage du complexe culturel de Manouba. En plus des efforts pour la diffusion de la culture numérique et l'esprit d'initiative dans la mise en œuvre du projet «DigiArt Living Lab» dans le gouvernorat de Nabeul qui est le laboratoire vivant unique en Afrique du Nord spécialisé dans les arts numériques.

En plus, **du développement du tourisme alternatif culturel, hospitalier et écologique** par une bonne exploitation des sites archéologiques et en créant des hébergements de loisirs, un projet de développement du tourisme environnemental a été créé autour de la montagne de Zaghouan et des noyaux d'espaces culturels ont été instaurés autour des monuments de Tebourbou Majus à ElFahs et du temple des eaux de Zaghouan, valorisation de l'ancienne

ville de Zaghouan et la création d'un marché touristique pour les produits artisanaux et des maisons d'hôtes rurales à l'instar de Dar Zaghouan et Ksar Ezit dans les zones de Sidi Madian et Mougrane.

- Dans le cadre de **l'optimisation des systèmes de gestion des ressources hydrauliques**, la promotion forestière et l'intensification de la production agricole, notamment les périmètres irrigués, cette période a été marquée par la mise en œuvre du plan régional de rationalisation de l'exploitation des ressources en eau afin de rationaliser davantage son exploitation et la réduction des pertes en eau dans les périmètres irrigués et ce par la réhabilitation d'environ 13000 ha en plus de la création de 3000 ha des nouvelles zones irriguées réparties sur de nombreuses régions. La production des primeurs sous les serres a été également soutenue par la création d'une ligne de financement pour encourager la création de microprojets dans ce secteur. Dans ce cadre 5300 serres pour les cultures d'arrière-saison ont été implantées dans les périmètres irrigués sur le barrage de Nabhana.

A ceci s'ajoute les travaux du programme national de reboisement forestier, de plantation d'arbustes de fourragers et d'amélioration des pâturages. Les travaux réalisés ont porté sur 2845 Hectares dans le gouvernorat de Tozeur, 1907 Hectares au gouvernorat de Siliana, 450 Hectares au gouvernorat de Kasserine, 1214 Hectares au gouvernorat de Sidi Bouzid, 41 Hectares au gouvernorat de Mahdia, 98,5 Hectares dans le gouvernorat de Kébili et 75 Hectares dans le gouvernorat de Gafsa

Cependant, le taux de développement de la couverture forestière est resté faible et n'a pas dépassé 0,05%, en raison de la diminution du rythme par rapport aux années 2005-2010 et de l'augmentation du nombre d'incendies au cours des trois dernières années, qui ont détruit environ 3000ha.

- Dans **le domaine de la réhabilitation, l'extension et la construction de nouvelles stations d'assainissement**, les travaux de réhabilitation, d'aménagement ont continué dont le plus important étant le programme d'extension et de réhabilitation de 19 stations d'assainissement. La commande de conception et de création de la station d'épuration des eaux usées industrielles du pôle technologique du textile de Monastir a été signée en 2017.

Également le projet de mise en place d'un réseau d'assainissement des eaux usées et d'une station d'épuration à Ben Guerdane a été lancé pour un coût total d'environ 38 Millions de Dinars. Aussi l'achèvement de la station d'épuration et du réseau de traitement des eaux de la délégation El Mazouna pour 6 Millions de dinars, et deux réseaux de traitement des eaux usées, et une nouvelle station à la délégation de Lassouda à Sidi Bouzid Est pour 24 Millions de dinars. A Bir lhafey et Sidi Ali Ben Oun, une nouvelle station intégrée et un réseau d'assainissement seront réalisés.

- Concernant **la gestion des déchets**, 11 centres de recyclage ont été lancés dans le Grand Tunis et les travaux d'extension de la décharge contrôlée de Borj Chakir(80%), l'extension des décharges du bassin du Oued Mejrda (90%), les travaux d'extension des tranchées de la décharge au gouvernorat de Bizerte. La mise en œuvre du programme d'élimination des décharges anarchiques dans le Grand Tunis et les gouvernorats de l'intérieur. Dans ce cadre la décharge anarchique à Sidi Bou Ali a été fermée. De même la décharge actuelle à El Gazah sera fermée. La quantité totale de déchets enlevés jusqu'à la fin 2018 s'élevait à environ 300 000 m3 pour un coût total de 468 Millions de Dinars.
- Dans le **domaine de l'économie numérique**, trois licences ont été accordées pour les services de télécommunications de quatrième génération dans quelques régions. De même, il y a eu développement des services numériques dans certaines régions et la création de la ville intelligente à la délégation de Mogran à Zaghouan. Les zones industrielles, ont été équipées par des réseaux de fibres optiques Dans le même contexte, il y a eu lancement du projet "Couvrir les zones blanches avec des réseaux de télécommunications de troisième et quatrième génération ". Cela permettra de couvrir environ 94 délégations non couvertes par un réseau de télécommunications ce qui contribuera à désenclaver et à assurer l'intégration numérique des citoyens et des institutions situés dans ces zones.

3.3 Développer et adapter le système de financement du développement régional

Au cours de la période 2016-2020, des actions ont été menées pour optimiser les ressources financières et organisationnelles du système existant et la rationalisation du financement des petits et moyens projets en application des politiques de l'État dans les domaines de la création de projets et de l'emploi, du soutien au développement régional et de la restructuration des organismes de l'État intervenant dans le financement pour développer l'efficacité des services de financement dans divers secteurs et régions. Les efforts se sont également concentrés sur la concrétisation du partenariat entre le secteur public et le secteur privé, et l'augmentation des budgets des programmes spéciaux visant à faire progresser le développement dans les régions.

Dans le domaine de l'investissement privé la période 2016-2019 a été marquée par :

- ❖ L'organisation d'une conférence internationale sur l'investissement en Tunisie «Tunisia 2020» pour financer les projets prévus par le plan de développement 2016- 2020 et présenter les projets privés qui sont réalisés dans le cadre du partenariat entre le secteur public et le secteur privé,
- ❖ L'organisation d'un forum international de haut niveau pour le partenariat public-privé en septembre 2018,
- ❖ La promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement accordant des privilèges au développement régional. A ce titre la prime au développement régional, a été fixée comme suit:

Zones de développement régional, groupe 1 :

- 15% du coût d'investissement approuvé, avec un plafond de 1,5 million de dinars.
- 65% des dépenses de travaux d'infrastructure dans le secteur industriel dans la limite de 10% du coût du projet avec un plafond d'un million de dinars.
-

Zones de développement régional, groupe 2 :

- 30% du coût d'investissement approuvé, avec un plafond de trois millions de dinars.
- 85% des dépenses de travaux d'infrastructure dans le secteur industrie dans la limite de 10% du coût du projet avec un plafond d'un million de dinars
- ❖ La mise en place de nombreux mécanismes et programmes pour financer la création de projets, tels que le mécanisme "Bader", le programme "Forsati" pour la création d'emploi.
- ❖ La mise en œuvre du mécanisme du « Fonds d'amorçage» pour les petites et moyennes entreprises à travers la facilitation de l'autofinancement des projets financés par la Banque Tunisienne de Solidarité (BTS) et la Banque de Financement des Petites et Moyennes Entreprises (BFPME) pour encourager et permettre aux promoteurs de lancer des projets privés et créer des emplois
- ❖ La création d'un espace d'initiative a contribué à améliorer le climat des affaires, notamment pour les petits et moyens projets, et un accompagnement, administratif, technique et conseils aux nouveaux promoteurs. De ce fait un meilleur encadrement des promoteurs en vue de l'accès au financement auprès de divers bailleurs telle que la Banque Tunisienne de Solidarité ce qui a permis la création de plusieurs emplois permanents.
- ❖ Sur le plan du financement public des programmes de développement au niveau régional par l'intermédiaire des ressources extérieures affectées, un accord de prêt a été conclu avec le Fonds Arabe de Développement Economique et Social en avril 2018 pour contribuer au financement des composantes de la troisième tranche des Projets du Programme de Développement Intégré (PDI), pour un montant de 400 Millions de Dinars.

3.4 Améliorer les conditions de vie aux niveaux régional et local

La réduction de la disparité entre régions et entre les délégations d'une même région, a permis l'amélioration des conditions de vie de ses citoyens au niveau local et régional par l'offre de services et des équipements de base nécessaires et l'amélioration de la qualité vie du citoyen, sont considérées parmi les principales priorités de la stratégie de développement durant la période (2016-2020)

Au cours de la période 2016-2020, ces orientations ont été concrétisées par la réalisation des programmes et des projets de développement approuvés.

❖ Programmes spéciaux pour le développement.

Dans le cadre de concrétisation du principe de la discrimination positive au profit des régions les moins développées et afin de réduire la disparité entre les régions, l'Indice de Développement Régional (IDR) a été adopté pour répartir les crédits du programme de développement régional PRD. Dans ce contexte, les 16 gouvernorats les moins développés en termes de classement selon l'IDR (2018) pour la période 2016-2019 ont reçu un total de 595 MD, soit 64% du total des crédits alloués aux régions pour le programmé précité, contre environ 329 MD pour les huit premières régions en termes d'IDR, soit 36% du total des crédits.

Les différents projets mis en œuvre dans le cadre du programme de développement régional ont permis :

- La réalisation d'environ 1874 km de routes et de pistes ;
- L'alimentation en eau potable de près de 51 000 familles dans des zones urbaines et rurales
- L'éclairage domestique pour 2077 familles

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

- L'amélioration de 8 000 logements pour les familles nécessiteuses et à revenu limité;
- L'aide d'environ 12 000 jeunes à lancer de nouveaux projets, à boucler le schéma de financement ou à contribuer au capital des projets réalisés.

Au niveau du programme des chantiers régionaux et qui concerne environ 47000 ouvriers selon les données du mois de Septembre 2020, les salaires ont été révisés à la hausse parallèlement aux augmentations du salaire minimum garanti SMIG soit 403 dinars, et cela conformément aux dispositions de décret gouvernementale n ° 2019-454 du 28 mai 2019 , en plus les couvertures sanitaires et sociales ont été généralisées en leurs faveurs, comptabilisant ainsi un total pour le programme de 157.7 MD au mois d'Aout 2020.

En ce qui concerne le programme de développement des zones frontalières, un total de 35 MD a été alloué au profit des gouvernorats frontaliers pour réaliser des projets de développement local dans 20 délégations pour garantir l'amélioration des conditions de vie à travers le soutien des infrastructures de base ; des équipements collectifs et des services sociaux et en garantissant les moyens de subsistance des habitants afin d'éviter l'exode rurale.

Dans le cadre du Programme de Développement Intégré (PDI), qui vise à stimuler l'activité économique locale, à soutenir l'emploi dans les régions, notamment au profit des diplômés universitaires, et à renforcer les indicateurs de développement humain pour améliorer la qualité de vie de l'individu et préserver l'environnement, la réalisation des projet Inclus dans les première et deuxième tranches, au profit de 90 délégations, réparties sur tous les gouvernorats, pour un coût total de 520 MD, au profit d'environ 9,2 millions d'habitants a été continuée. Les interventions comprennent les infrastructures de base, les équipements collectifs et le financement de projets individuels de production.

Jusqu'à la fin de 2020, les réalisations du programme se résument en :

- La réalisation de 3784 projets individuels qui ont permis la création de 8531 emplois dont 928 au profit des diplômés ;
- 4933 bénéficiaires d'un total de 7624, ont reçu des formations dans divers domaines, dont les plus importants sont l'artisanat et l'agriculture,

- Le nombre des équipements collectifs réalisés ou en cours de réalisation est passé à 977 sur un total de 981, dont 291 dans l'infrastructure productive de base, 527 dans l'infrastructure et 161 installations collectives.

Pour améliorer les performances et stimuler l'initiative privée, l'année 2020 a connu la conclusion des accords (et annexes) avec les banques concernées pour financer les projets individuels (Banque Tunisienne de solidarité et la Banque Nationale Agricole et la Banque de Financement des Petites et Moyennes Entreprises) et des accords avec les structures d'appui - l'Agence Nationale de l'Emploi et du Travail Indépendant - l'Agence Tunisienne de la Formation Professionnelle - l'Office National de l'Artisanat- L'Agence pour la Promotion de l'Industrie, l'Agence pour la Promotion des Investissements Agricoles, l'Agence de Vulgarisation et de la Formation Agricole, l'Office de l'Elevage des Pâturages) et l'achèvement de sessions de formation au profit des promoteurs.

Il a été recommandé d'accorder la priorité à l'attribution des Fonds d'amorçage 1 et 2 au profit des entrepreneurs individuels dans le cadre du programme de développement intégré.

Au cours de l'année 2020, et dans le cadre de la troisième tranche du programme de développement intégré au profit de 100 délégations, pour un coût total de 1000 MD, environ 520 projets individuels d'une valeur de 15.4 MD ont été réalisés, ce qui a contribué à la disponibilité de 790 postes de travail, ainsi que la réalisation des études technique et de faisabilités des différentes composantes programmées et le démarrage de la réalisation de certains équipements à caractères collectifs. Les crédits ouverts en engagement s'élevaient à 35.5 MD et 9.8 MD en paiement afin d'initier les études.

Dans le cadre du programme de développement des zones agricoles intégrées dont le IDR est inférieur à la moyenne nationale, l'année 2020 a vu la réalisation de la deuxième phase des projets dans les gouvernorats de Tataouine, Kéblila la poursuite de la réalisation des projets avec un rythme moins intense, à cause de la pandémie Covid 19, dans les autres gouvernorats.

Les principales composantes de ces projets sont le développement des systèmes agricoles, le revêtement des pistes agricoles, les travaux de conservations des eaux et des sols, la création

de lacs collinaires et de puits, l'aménagement et la réhabilitation des périmètres irrigués, la promotion de la production agricole par l'extension des vergers, oliveraies, et la création d'activités rentables pour les jeunes agriculteurs et les femmes rurales.

Dans le cadre du programme spécial de réhabilitation des quartiers populaires visant à réduire les disparités régionales, l'année 2020 a vu l'achèvement de la première tranche du programme de réhabilitation et intégrations des quartiers par la réalisation des infrastructures de base, la construction de complexes sportifs et d'espaces économiques pour un coût total d'environ 26MD, ce programme comprend la réhabilitation de 156 quartiers, réparties sur tous les gouvernorats pour un budget de 611 MD touchant 865 000 habitants.

La deuxième génération de ce programme, pour un budget de 665 MD, a été lancée et comprend 146 quartiers dont 58 dans une première tranche feront l'objet d'étude et de réalisation pour environ 2.3 MD

❖ Développement de l'infrastructure

La vision de développement du plan 2016-2020 était basée sur la modernisation de l'infrastructure pour améliorer les conditions d'une vie décente à tous les citoyens dans les différentes régions du pays.

Dans le secteur de l'eau potable, l'alimentation en eau potable en milieu rural atteindra 97% fin de l'année 2020. Quant aux taux d'alimentation en eau potable dans les zones urbaines atteint 100%, avec 2,1 millions d'abonnés au réseau.

Parmi les projets les plus importants de cette période, nous citons notamment les projets de dessalement d'eau de mer à Djerba, Sousse, et le lancement de la station de dessalement de Gabès.

Dans le domaine de l'électricité et du gaz, les réalisations les plus importantes ont été le raccordement au réseau électrique de 111 000 abonnés dans les zones urbaines et rurales et l'installation de compteurs électroniques avec des technologies avancées parmi certains abonnés utilisant la haute, moyenne et basse tension dans l'irrigation. Ainsi que la réhabilitation des réseaux de distribution dans les zones sensibles en améliorant le service

fourni au client pour éviter les pannes de courant électrique et le raccordement au réseau de gaz naturel de près de 60 000 clients chaque année avec l'achèvement de la construction de la centrale électrique de Mornaguia et de la première tranche de la station de Radés.

Dans le cadre d'appui au développement dans les régions, en les reliant à leurs environnements extérieurs et en garantissant l'équité des chances, les travaux se poursuivent pour la réalisation du programme de services complets/ou intégrés reliant les écoles et les établissements de santé des zones rurales au réseau Internet à haut débit et les structures régionales au réseau administratif intégré.

Les services postaux sont en cours de modernisation par l'amélioration de la qualité des services et l'organisation du marché postal conformément aux normes internationales.

3.5 Développer la décentralisation et instaurer les bases de la gouvernance locale et régionale

Les orientations générales visant à établir la décentralisation et à instaurer une gouvernance locale et régionale s'inscrivent dans le cadre des dispositions de la constitution de 2014 et l'application de l'article 6, qui stipule l'engagement de l'État à soutenir la décentralisation et son adoption sur l'ensemble du territoire national dans le cadre de l'unité de l'État d'une part, et le chapitre VII relatif au pouvoir local d'autre part.

La période 2016-2019 a vu le développement de la décentralisation et l'instauration des bases de la gouvernance locale et régionale à travers :

- La révision du cadre institutionnel des collectivités locales
- La révision du cadre urbain du territoire tunisien
- L'appui des capacités financières des collectivités locales
- Le développement des capacités des fonctionnaires des collectivités locales et promotion de leurs compétences
- La délégation des pouvoirs aux collectivités locales
- Le soutien de la transparence et la gouvernance ouverte (OpenGov)

L'année 2020 a connu aussi :

- La poursuite de la mise en œuvre d'un programme de renforcement des compétences des communes par le Centre de Formation et d'Appui de la Décentralisation (CFAD) à travers l'achèvement du programme 2020.
- La poursuite de la réalisation du programme d'équipement des nouvelles municipalités et des municipalités qui ont eu une extension de leurs frontières territoriales dans le cadre de la généralisation du système municipal sur l'ensemble du territoire.
- Démarrage de la mise en œuvre du Programme d'investissement Communal PIC pour l'année 2020 dans 272 communes dans le cadre du Programme de Développement Urbain et de Gouvernance Locale (PDUGL) et la préparation du programme d'investissement communal pour l'année 2021.
- L'achèvement de la première tranche du Programme de Réhabilitation et d'Intégration des quartiers d'habitation PRIQH pour réduire les disparités régionales pour la période 2015-2019 et le démarrage de la mise en œuvre de la tranche complémentaire du programme pour la période 2019-2022.
- Le lancement de la mise en œuvre du Programme de Régénération des Centres Anciens PRCA d'un coût de 40 MD, qui sera financé par un prêt de l'Agence française de développement et de la Banque européenne d'investissement et une subvention de l'Union européenne.
- Préparation du programme spécial d'équipement des nouvelles communes et de celles objet d'une extension dans le cadre de la généralisation du système communal à tous

les habitants pour un coût total de 855 MD. Le programme comprend la construction de sièges, arrondissements et des entrepôts municipaux, ainsi que l'acquisition d'équipements administratifs et de matériels de nettoyage.

- Achèvement de la première tranche du programme de modernisation des routes municipales, d'un coût de 216 MD.
- Achèvement des procédures de financement et préparation des composantes de la tranche complémentaire du programme de développement urbain et de gouvernance locale pour la période 2019-2022.

PARTIE II. LES GRANDES ORIENTATIONS DU DEVELOPPEMENT REGIONAL ET LES REFORMES PROPOSEE

L'année 2021 est extrêmement importante car elle s'agit de la première année du nouveau plan quinquennale 2021-2025 dont l'appui du développement régional se poursuivra, afin d'améliorer la qualité de vie, la réalisation des projets à caractère régional qui répondent aux priorités et aux besoins des régions. Il est donc attendu que le processus de développement connaisse une transformation qualitative et distinctive, pour renforcer les piliers du développement régional, de l'intégration des régions et de les doter d'une forte compétitivité pouvant ainsi améliorer leurs propres indicateurs de développement. Des actions se poursuivront également au cours de l'année 2021, axées sur :

- L'appui du développement des régions pour l'augmentation de leur attractivité.
- L'amélioration des conditions de vie au niveau régional et local
- Le soutien de la décentralisation et les fondements d'une bonne gouvernance régionale et locale,
- La promotion de la coopération internationale décentralisée.

1-Promouvoir le développement des régions et accroître leur attractivité.

Les travaux se poursuivront en 2020 pour améliorer le climat des affaires dans les régions et identifier les opportunités d'investissement à travers :

- ❖ La réalisation d'une étude sur l'appui de la transformation économique et la compétitivité des secteurs porteurs en Tunisie, financée par la Banque Africaine de Développement.
- ❖ Le financement d'un certain nombre de projets pilotes dans le cadre des filières économiques du programme « IRADA ».

2-Amélioration des conditions de vie au niveau régional et local

Afin de soutenir davantage les interventions du programme de développement régional, il est attendu au cours de l'année 2021, d'allouer des crédits de 350 MD aux composantes d'amélioration des conditions de vie, de création d'emplois, de la formation professionnelle, la compensation du prix d'achat de l'«alfa» (la stipa) et le réaménagement des zones industrielles hors zones de développement régional. Des actions seront également engagées pour activer les résultats et recommandations de l'étude d'évaluation du Programme Régional de Développement et ce en révisant la note circulaire du Président du Gouvernement n ° 26 du 06 août 2013 relative à l'accélération du rythme de mise en œuvre du programme de développement régional.

La révision prévue portera notamment sur les composantes du programme, ses domaines d'intervention et sa gestion, afin de répondre aux nouveaux besoins des collectivités locales en réponse aux nouvelles délégations des pouvoirs accordés aux régions dans le cadre de la décentralisation et la communalisation de tout le territoire national.

En 2021, des actions seront menées pour augmenter les dotations liées à la contribution dans l'autofinancement des petites et moyennes entreprises afin d'anticiper la réception des demandes de financement supplémentaires en 2021 de 30 MD pour le mécanisme « Fonds d'amorçage » dans ses deux tranches 1 et 2.

Une bonne gouvernance du programme des chantiers régionaux, sera instaurée en 2021 par :

- La réduction du nombre d'ouvriers de chantiers régionaux pour atteindre fin 2021 environ 46 000 et la poursuite du versement régulier de leurs salaires tout en assurant leur couverture sociale ;
- L'application du décret gouvernemental relatif à la régularisation des situations des ouvriers de chantiers ayant 60 ans et plus recrutés après 2010 par l'octroi d'une indemnité équivalente au montant net de la subvention accordée dans le cadre du « Programme National d'Aide aux Familles Nécessiteuses » (180 dinars) et d'un bulletin de soin gratuit ;

- La détermination des besoins des différents ministères et administrations régionales pour les cinq prochaines années et soumission de propositions de régularisation à travers les différents mécanismes disponibles et selon une feuille de route claire.

En ce qui concerne le programme de développement intégré, l'année 2021 connaîtra l'achèvement de la mise en œuvre de 90 projets au cours des premières et deuxièmes tranches du programme, via l'allocation de 25,5 MD de crédits de paiement pour poursuivre la réalisation des différents éléments collectifs et de 25 MD pour la réalisation des éléments individuels sur d'autres sources de financement. Les projets de la troisième tranche continueront également d'être achevés conformément aux calendriers exécutifs inclus dans les contrats programmes.

Dans le cadre du **programme de réhabilitation et d'intégration des quartiers résidentiels**, l'année 2021 verra la poursuite de la mise en œuvre des différentes composantes de la première génération du programme à travers la poursuite des travaux d'infrastructures, l'aménagement des terrains de jeux dans les quartiers, la construction d'espaces pluridisciplinaires et d'espaces industriels, et la finalisation des travaux spécifiques d'amélioration du logement. La deuxième génération du programme de réhabilitation et d'intégration des quartiers résidentiels se poursuivra également par le lancement des travaux pour les projets du premier lot du programme et le démarrage de la préparation des études techniques pour les projets du deuxième lot du programme qui comprend 43 quartiers.

3-Développement de la décentralisation et instauration des bases de la gouvernance régionale et locale

Dans le cadre du renforcement du processus de la décentralisation et des principes de la gouvernance locale, les actions suivantes sont programmées en 2021 :

- Le renforcement des capacités des communes par le Centre de Formation et d'Appui à la Décentralisation.

- Poursuite de la réalisation du programme d'équipement des communes nouvellement créées et celle qui ont fait l'objet d'extension territoriale pour la généralisation du système communal sur l'ensemble du territoire du pays.
- Le démarrage de la mise en œuvre du programme d'investissement municipal pour l'année 2021 avec 272 municipalités dans le cadre du programme de développement urbain et de la gouvernance locale, et la préparation du programme d'investissement municipal pour l'année 2022.
- La clôture de la première tranche du programme spécial de réhabilitation de quartiers pour réduire les disparités régionales pour la période 2015-2019 et le lancement de la tranche supplémentaire du programme pour la période 2019-2022.

4-Promouvoir la coopération internationale décentralisée.

Dans le cadre de la promotion de la coopération internationale décentralisée, en 2021 on assistera à :

- La finalisation de l'élaboration de la Stratégie Nationale du Développement Régional SNDR.
- Finalisation de la stratégie de développement du gouvernorat de Jendouba à l'horizon 2050 (PSDR).
- Poursuite du programme d'appui pour la redevabilité, décentralisation et efficacité des communes « TADAEEM » pour 31 communes avec un financement de l'Agence Américaine du Développement International (USAID)
- Poursuite de la mise en œuvre du programme « Idama » par le Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement en coopération avec le Centre International de Développement pour la Gouvernance Locale (CILG-VNG), qui vise à soutenir les efforts du gouvernement tunisien dans le processus de décentralisation par le renforcement des capacités des régions actives au niveau central et local dans la conduite et

l'exécution du processus de la décentralisation et garantir sa durabilité. Le programme cible 13 municipalités réparties sur l'ensemble du pays.

- Le démarrage de la mise en œuvre du projet d'appui aux réformes économiques et sociales pour un développement inclusif en Tunisie financé par le Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord « **MENA TRANSITION FUND** »



ANNEXES



Gouvernorat de Tunis

En Mille Dinars

Mission	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Dépenses 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce	9385	170		179	9734	170	9904
Équipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	45475	144135	56965	75690	322265	77098	399363
Éducation	11728	5820	8902	10868	37318	6535	43853
Enseignement supérieur et de la recherche scientifique	14840	19110	22270	7135	63355	10420	73775
Formation professionnelle et Emploi	793	1180	9570	3900	15443	3000	18443
Développement, de l'investissement et de la coopération internationale				7148	7148	10500	17648
Intérieur	17980		28868	32477	79325	282810	108135
Défense nationale			4321	19427	23748	20400	44148
Tourisme et l'artisanat	60	35	381	770	1246	230	1476
Affaires sociales	1421	300	715	1079	3533	300	3833
Affaires Culturelles	16243	43450	1736	283	61712	3250	64962
Affaires religieuses			120	691	811	45	856
Affaires locales et de l'Environnement	4212,1	450	100	4245	9007.1	4300	13307.1

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Santé	11304	11818	1200	10410	34732	7980	42712
Justice	3220	6550	9790	4735	24295	6550	30845
Agriculture,ressources hydrauliques etpêche	678	1060	4199	3302	9239	3352	12591
Finances	10728	275	9184	271	20458	150	20608
Femme, la famille, l'enfance et seniors	820	310	1592	1354	4076	1230	5306
Transport	89630	50900	33810	93613	267956	103500	371453
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières	65	320	350	135	870	390	1260
Technologiesde la Communicationetde l'Economie Numérique	2293	1325	8070	3194	14882	1850	16732
Jeunesse et des sports	4465	1750	16250	2167	24632	1650	26282
Total du gouvernorat de Tunis	245340,1	288958	218393	283091	1035782.1	291710	1327492.1

Gouvernorat de Ariana

En Mille Dinars

Mission	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce				60	60	60	120
Équipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	41732	73384	14960	48179	178255	34796	213051
Éducation	6871	3883	5556	5236	21546	6962	28580
Enseignement supérieur et de la recherche scientifique	300	812	4550	183	5845	657	6502
Formation professionnelle et Emploi	800	600	220		1620	-	1620
Développement, de l'investissement et de la coopération internationale	4400	1544		13528	19472	12692	32164
Intérieur	150	705	1627	1002	3484	405	3889
Défense nationale			1333		1333	-	1333
Tourisme et l'artisanat							
Affaires sociales	250	300	2300		2850	200	3050
Affaires Culturelles	750	1000	216	186	2152	160	2312

Affaires religieuses				31	31		31
Affaires locales et de l'Environnement	31095	34365		22016	103620	28572	132192
Santé	512	4129	680	2661	7982	1465	9447
Justice	250	816	3099	3377	7542	1711	9253
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	9280	5599	23342	8813	47034	12947	59981
Finances							
Femme, la famille, l'enfance et seniors	138	227	435	558	1358	174	1532
Transport	130	1175	3780	3245	8330		8830
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières	50	900	2460	1964	5374	2020	7394
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique	388	317	100	792	1597	150	1747
Total du gouvernorat de Ariana	97096	129756	64837	111831	419485	102971	522456

Gouvernorat de Ben Arous

En Mille Dinars

Mission	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce					0		<u>0</u>
Équipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	61325	79597	7810	2261	150993	14420	<u>165413</u>
Éducation	7640	5372	7687	6051	26750	2100	<u>28850</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique	1500	770	550	325	3145	1100	<u>4245</u>
Formation professionnelle et Emploi	4621	999			5620		<u>5620</u>
Développement, de l'investissement et de lacoopération internationale	1667	3179	0	8364	13210	5800	<u>19010</u>
Intérieur			7439	3215	10654	2500	<u>13154</u>
Défense nationale					0		<u>0</u>
Tourisme et l'artisanat					0		<u>0</u>
Affaires sociales	150	228			378		<u>378</u>
Affaires Culturelles	1559	2532	733	587	5411	727	<u>6138</u>
Affaires religieuses					0		<u>0</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires locales et de l'Environnement	16414	24464	25783	25478	92139	17690	<u>109829</u>
Santé	999	1625		244	2868	1070	<u>3938</u>
Justice	2000	5853	5008	4847	17708	1494	<u>19202</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	3915	4860	7342	5411	21528	6759	<u>28287</u>
Finances	45	147	552		744		<u>744</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors	501	1153	682	647	2983	490	<u>3473</u>
Transport	890	3077	9732	2200	15899	1000	<u>16899</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières					0		<u>0</u>
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique	36	69			105		<u>105</u>
Jeunesse et des sports	2644	3310	1000	1000	2008	8962	<u>9662</u>
Total du gouvernorat de Ben Arous	105906	137235	74318	61638	379097	55850	<u>434947</u>

Gouvernorat de Manouba

En Mille Dinars

Mission	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce		100	50		150		<u>150</u>
Équipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	46 689	90 005	8 160	31966	176820	15875	<u>192695</u>
Industrie, énergie et mines	6916	2838	0	3044	12798		<u>12798</u>
Éducation	1 240	1 824	3 829	2 707	9600	1009	<u>10609</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique	10 010	511	2 680	890	14091	1450	<u>15541</u>
Formation professionnelle et Emploi	0	3 000	100	15	3115		<u>3115</u>
Développement, de l'investissement et de lacoopération internationale	7 245	7 474	10	12 665	27394	10400	<u>37794</u>
Intérieur	2 859	1 823	1 490	1 297	7469	211	<u>7680</u>
Défense nationale			1 631		1631		<u>1631</u>
Tourisme et l'artisanat					0		<u>0</u>
Affaires sociales			1 315		1315	20	<u>1335</u>
Affaires Culturelles	181	910	1 056	3212	5359	5000	<u>10359</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires religieuses		969	20	357	1346		<u>1346</u>
Affaires locales et de l'Environnement	5 595	25 708	350	2387	34040	9407	<u>43447</u>
Santé	2 991	969	250	2 180	6390	400	<u>6790</u>
Justice	4267	4821	2936	5003	17027	1642	<u>18669</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	8440	39754	18252	17040	83486	8230	<u>91716</u>
Finances	227	15	272	23	537	55	<u>592</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors	140	310	671	0	1121	1355	<u>2476</u>
Transport		700	11220	769	12689	1935	<u>14624</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières					0		<u>0</u>
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique		30		80	110	2859	<u>2969</u>
Jeunesse et des sports	1 881	3 862	3 200	6210	15153	20859	<u>36012</u>
Total du gouvernorat de la Manouba	98 681	185 623	57 492	89 845	431641	80707	<u>512348</u>

Gouvernorat de Nabeul

En Mille Dinars

Mission	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce					0		<u>0</u>
Équipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	9515	22974	15360	36712	84561	32995	<u>117516</u>
Industrie, énergie et mines					0		<u>0</u>
Éducation	8141	3933	5194	4336	21604	5304	<u>26908</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique	7858	4595	6555	2920	21928	400	<u>22328</u>
Formation professionnelle et Emploi	3300	1400	500	3775	8975	2630	<u>11605</u>
Développement, de l'investissement et de lacoopération internationale	17453	16339		13300	47092	30295	<u>77387</u>
Intérieur	1539	1013	2774	3744	3096	3100	<u>12169</u>
Défense nationale				178	178		<u>178</u>
Tourisme et l'artisanat	402	251	1529	313	2495	300	<u>2795</u>
Affaires sociales	86	872	21	513	1492	146	<u>1638</u>
Affaires Culturelles	1910	1907	607	1212	5636	1242	<u>6878</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires religieuses			34	54	87	40	<u>127</u>
Affaires locales et de l'Environnement	1000			5914	6716	2735	<u>9651</u>
Santé	574,5	3585	1200	4888	10247,5	1000	<u>11247,5</u>
Justice	11050	7350	13462	6015	37877	4100	<u>41977</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	18239	18703	22899	29500	89341	17428	<u>106769</u>
Finances	499	417	1134	174	2271	1584	<u>4295</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors	28	1101	703	440	2492	635	<u>3127</u>
Transport	2914	8866	1797	92	13669	850	<u>14519</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières					0		<u>0</u>
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique					0		<u>0</u>
Jeunesse et sports	3020	3230	1100	2585	9936	1100	<u>11035</u>
Total du gouvernorat de Nabeul	87478.5	96535	74866	117426	376305.5	105844	<u>482149.5</u>

Gouvernorat de Bizerte

En Mille de Dinars

Mission	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce					0		<u>0</u>
Équipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	34067	33763	65342	57257	190427	43907	<u>234336</u>
Industrie, énergie et mines	8032	435	19246	69084	76799	18850	<u>95649</u>
Éducation	17707	12491	8617	6025	45840	7700	<u>53540</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique	4614	3110	4391	7580	21695	6290	<u>25985</u>
Formation professionnelle et Emploi	0	6122	2385	3114	11621	8082	<u>19703</u>
Développement, de l'investissement et de lacoopération internationale	17426	13921	10270	12779	54394,3	13793	<u>68187,3</u>
Intérieur					0		<u>0</u>
Défense nationale					0		<u>0</u>
Tourisme et l'artisanat	1500	50	8	172	1730		<u>1730</u>
Affaires sociales	51	549	80	180	698	156	<u>854</u>
Affaires Culturelles	673	866	1003	1828	4370	1262	<u>5632</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires religieuses					0		<u>0</u>
Affaires locales et de l'Environnement	16080	31695	30982	23713	102469,6	25756	<u>128225,6</u>
Santé	1372	1846	3202	4941	11371	5217	<u>16588</u>
Justice					0		<u>0</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	29937	37344	66876	33024	167181	43188	<u>210369</u>
Finances					0		<u>0</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors	1967	1166	2382	1118	6633	760	<u>7393</u>
Transport	18571	18051	4776	6244	46642	16273	<u>62915</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières					0		<u>0</u>
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique	6415	4297	5439	7477	23628	13450	<u>37078</u>
Jeunesse et sports	3373	3301	2122	2739	11535	3295	<u>14830</u>
Différent	5459	3888	10471	8333	28151	7491	<u>35642</u>
Total du gouvernorat de Bizerte	167243	172895	340602	224448	805184,9	213470	<u>10186856,9</u>

Gouvernorat de Zaghouan

En Mille Dinars

Mission	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce					0	100	<u>100</u>
Équipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	17488	72463	7910	46482	144343	93275	<u>236718</u>
Industrie, énergie et mines				1000	1000	1500	<u>2500</u>
Éducation	2606	2485	4157	2783	12031	11512	<u>23543</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique	678		270	75	1023	620	<u>1643</u>
Formation professionnelle et Emploi	192	1040	30	100	1362	150	<u>1512</u>
Développement, de l'investissement et de lacoopération internationale	6581	7742		8033	22356	5331	<u>27687</u>
Intérieur	195	1105	1050	342	2692	1535	<u>4227</u>
Défense nationale			1333		1333		<u>1333</u>
Tourisme et l'artisanat			53	60	113	50	<u>163</u>
Affaires sociales					0		<u>0</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires Culturelles	269	1155	258	344	2026	100	<u>2126</u>
Affaires religieuses			70	50	120	100	<u>220</u>
Affaires locales et de l'Environnement				1500	1500	5230	<u>6730</u>
Santé	59	502	400	3875	4836	450	<u>5286</u>
Justice	500	814	473	540	2327	400	<u>2727</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	7042	6922	11156	6447	31567	7692	<u>39259</u>
Finances	443	1283	2480	450	4656	190	<u>4846</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors		239	472	111	822	260	<u>1082</u>
Transport	443	1283	2480	450	4656	190	<u>4846</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières					0		<u>0</u>
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique					0		<u>0</u>
Jeunesse et sports	650	600	1000	300	2550	950	<u>3500</u>
Différent					0		<u>0</u>
Total du gouvernorat de Zaghouan	37113	96368	31216	72604	237301	128950	<u>366251</u>

Gouvernorat de Sousse

En Mille Dinars

Ministère	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce		4		44	48	455	<u>503</u>
Équipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	23174	51072	8305	27219	109770	1750	<u>111520</u>
Industrie, énergie et mines					0		<u>0</u>
Éducation	2612	3555	3976	3331	13474	1250	<u>14724</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique	700	40	7155	2086	9981	3500	<u>13481</u>
Formation professionnelle et Emploi	300	2077	1140	490	4007	50	<u>4057</u>
Développement, de l'investissement et de lacoopération internationale	5327	15835	0	25342	46504	20700	<u>67204</u>
Intérieur	0	0	3295	2612	5907	1700	<u>7607</u>
Défense nationale	0	0	0	0	0	0	<u>0</u>
Tourisme et l'artisanat	0	0	0	0	0	0	<u>0</u>
Affaires sociales	0	0	162	48	210	55	<u>265</u>
Affaires Culturelles	400			1629	2029	1000	<u>3029</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires religieuses	66	65	48	9	188		<u>188</u>
Affaires locales et de l'Environnement		0		0	0		<u>0</u>
Santé	123	1912	4011	2172	8218	2050	<u>10268</u>
Justice	680	907	1383	4598	7568	3800	<u>11368</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	6397	11043	11897	9053	37390	5000	<u>43390</u>
Finances			5	372	377	207	<u>584</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors	580	300	809	311	2000	175	<u>2175</u>
Transport			500	653	1153	200	<u>1353</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières					0		<u>0</u>
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique					0		<u>0</u>
Jeunesse et sports	3911	2657	2196	1811	10575	1538	<u>12113</u>
Différent					0		<u>0</u>
Total Gouvernorat de Sousse	44270	89467	44882	81780	260399	43430	<u>303829</u>

Gouvernorat de Mahdia

En Mille Dinars

Ministère	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce					0		0
Équipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	33961	26091	45182	25009	130242,8	17962	<u>148204,84</u>
Industrie, énergie et mines	2262	2984	2950	5,064	8201,064	1522,29	<u>9723,357</u>
Éducation	3414	4365	3424	657	11860	1358,145	<u>13218,145</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique	13400	7500	0	200	21100	1200	<u>22300</u>
Formation professionnelle et Emploi	2500	330	4206	939	7795	0	<u>7795</u>
Développement, de l'investissement et de la coopération internationale	0	0	3749	7084	10833,49	5092	<u>15925,493</u>
Intérieur		570	809	1156,91	2524,91	643,8	<u>3168,71</u>
Défense nationale	0	0	0		0		0
Tourisme et l'artisanat			65	0	65	300	<u>365</u>
Affaires sociales	654	32	169	183,95	1038,95	58,59	<u>1097,54</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires Culturelles	0	0	362	827	1189	5262	<u>6451</u>
Affaires religieuses	196	9	113	36,829	345,829	1,96	<u>347,789</u>
Affaires locales et de l'Environnement	9328	10213	12634	36643	68818	31875	<u>100693</u>
Santé	646,486	2414,61	5125,396	3270,302	11456,79	1085,27	<u>12542,064</u>
Justice	1287,255	2723,745	2882,198	1067,241	7960,439	602,42	<u>8561,959</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	17880	9304	11425	8951	47560	11748	<u>59308</u>
Finances	24,23	96,954	801,023	113,361	1035,568	429,469	<u>1665,037</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors	167,364	120,97	91,775	0	380,109	0	<u>380,109</u>
Transport	3101	10004	1485	4619	19209	11449	<u>30658</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières	167,364	120,97	91,775	0	380,109	0	<u>380,109</u>
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique	257,023	613,914	2714,35	764,782	4350,066	1038	<u>5388,066</u>
Jeunesse et sports	3396	1790	4706	2984,018	12876,02	6464,217	<u>19340,235</u>
Total gouvernorat de Mahdia	92604,7	79193,2	102794	95216,8	369808,4	98842,3	<u>468650,66</u>

Gouvernorat de Monastir

En Mille Dinars

Ministère	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce					0		<u>0</u>
Équipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	27940	27604	8930	14216	78690	6379	<u>85069</u>
Industrie, énergie et mines					0	1179	<u>1179</u>
Éducation	765	2302	5913	5526	14506	10243	<u>24749</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique	3823	1800	4120		9743	1300	<u>11043</u>
Formation professionnelle et Emploi		2330	400	3779	6509	1000	<u>7509</u>
Développement, de l'investissement et de la coopération internationale	3318	203		2266	5787	12463	<u>18250</u>
Intérieur	360		2326		2686		<u>2686</u>
Défense nationale			1333		1333		<u>1333</u>
Tourisme et l'artisanat		450	10		460		<u>460</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires sociales	350		30		380		<u>380</u>
Affaires Culturelles		392	237		629		<u>629</u>
Affaires religieuses			40		40		<u>40</u>
Affaires locales et de l'Environnement	31229	22917		55805	109951	56258	<u>166209</u>
Santé	151	450	1350	1957	3908	966	<u>4874</u>
Justice	1012	66	1825				<u>2903</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	2119	2019	3182	755	8075	733	<u>8848</u>
Finances	39	294	764		1097		<u>1097</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors		167	412	212	791	6279	<u>7070</u>
Transport	2250	2309	2340	1463	8362	2862	<u>11224</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières					0		<u>0</u>
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique	2195	1975	4348	1227	9745	1579	<u>11324</u>
Jeunesse et sports	718	801	2400	4610	8529	5580	<u>14109</u>
Total gouvernorat de Monastir	76269	66079	39960	91816	274124	106861	<u>380985</u>

Gouvernorat de Sfax

En Mille Dinars

Ministère	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce					0		<u>0</u>
Equipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	63456	49649	47832	61137	222074	155000	<u>377074</u>
Industrie, énergie et mines	6239	8932	19650	18750	53571	500	<u>54071</u>
Éducation	18940	13544	11406	6750	50640	5757	<u>56397</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique	7399	6599	7245	960	22203	7375	<u>29578</u>
Formation professionnelle et Emploi	550	629	855	905	2939	250	<u>3189</u>
Développement, de l'investissement et de lacoopération internationale	21681	21595	17769	26280	87325	10000	<u>97325</u>
Intérieur	150	975	2680	2020	5825	2000	<u>7825</u>
Défense nationale					0		<u>0</u>
Tourisme et l'artisanat			11	4	15	100	<u>115</u>
Affaires sociales	968	1200	700		2868	1500	<u>4368</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires Culturelles	1643	304	275	1767	3989	300	<u>4289</u>
Affaires religieuses					0		<u>0</u>
Affaires locales et de l'Environnement	35514	36638	39988	50079	162219	11122	<u>173341</u>
Santé	4837	40950	44430	42750	132978	3000	<u>135967</u>
Justice	460	1698	1102	1220	4480	700	<u>5180</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	26782	27996	28698	19082	102558	10031	<u>112589</u>
Finances	460	1698	11002	1220	4480	700	<u>5180</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors	935	308	294	131	1668	375	<u>2043</u>
Transport	5728	44204	14802	4150	68884	9380	<u>78264</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières					0		<u>0</u>
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique	4584	4412	3394	3250	15640	500	<u>16140</u>
Jeunesse et sports	2102	2766	2800	1880	9548	2925	<u>12473</u>
Total Gouvernorat de Sfax	201968	262399	246144	243675	954186	222265	<u>1176451</u>

Gouvernorat de Beja

En Mille Dinars

Ministère	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce	182	371	261	142	956	0	<u>956</u>
Equipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	48212	45457	38898	32638	165205	30442	<u>195647</u>
Industrie, énergie et mines	114	1816	1435	140	3505	470	<u>3975</u>
Éducation	5646	5998	7061	7726	26411	9283	<u>35694</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique	400	358	318	50	1124	77	<u>1203</u>
Formation professionnelle et Emploi	0	500	2400	600	3500	650	<u>4150</u>
Développement, de l'investissement et de la coopération internationale	14658	10193	4730	2545	32124	19411	<u>51537</u>
Intérieur	1289	2249	1898	993	6429	672	<u>7101</u>
Défense nationale	0				0		<u>0</u>
Tourisme et l'artisanat	7	125	144	4	280	50	<u>330</u>
Affaires sociales	130	112	61	0	303	20	<u>323</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires Culturelles	300	575	638	26	1539	220	<u>1759</u>
Affaires religieuses	0	127	107	0	234	0	<u>234</u>
Affaires locales et de l'Environnement	5665	3235	1367	2716	12983	8538	<u>21521</u>
Santé	1254	1013	485	2415	5167	654	<u>5821</u>
Justice	2862	1302	3840	2079	10083	223	<u>10306</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	30682	30171	46039	38369	145261	47915	<u>193176</u>
Finances	292	0	0	0	292	65	<u>357</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors	0	602	281	468	1580	417	<u>1997</u>
Transport	12646	3535	2760	3610	22551	9134	<u>31685</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières	0	0	0	0	0	0	<u>0</u>
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique	767	1378	748	1663	4556	926	<u>5482</u>
Jeunesse et sports	3467	2436	1300	252	7455	900	<u>8355</u>
Total gouvernorat de Beja	128903	111452	114751	96436	451542	130067	<u>581609</u>

Gouvernorat de Kef

En Mille Dinars

Ministère	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce					0		<u>0</u>
Équipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	94392	56370	44882	18882	214525,6	11396	<u>225921,49</u>
Industrie, énergie et mines	1435	5252	1494	4868,7	13050,06	7730,015	<u>20780,071</u>
Éducation	3029	4063	6098,434	2216	15406,43	1850	<u>17266,434</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique	241,123	0	103,062	0	364,185	142,139	<u>506,324</u>
Formation professionnelle et Emploi	79	264	314	3355	4012	9100	<u>13112</u>
Développement, de l'investissement et de lacoopération internationale	8488	4244	3460	835	17026,55	1455	<u>18481,55</u>
Intérieur	1169,5	660,461	861,5	425,3	3116,761	392,247	<u>3509,008</u>
Défense nationale			1333		1333		<u>1333</u>
Tourisme et l'artisanat			35	87	122		<u>122</u>
Affaires sociales	200,65	0	0	112,07	312,32		<u>312,32</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires Culturelles	613	891	1483,672	656,4	3644,072	1072	<u>4716,072</u>
Affaires religieuses			35	7255	7290		<u>7290</u>
Affaires locales et de l'Environnement	300	1200	1075	50	2625	297	<u>2922</u>
Santé	2338,782	3289,376	4926,158	4763,368	15317,68	0	<u>15317,684</u>
Justice	1131,923	1094,819	47,544	3147,688	5421,954	69,921	<u>5491,875</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	42030	64021	44460	22764	473275,4	72067	<u>245342,8</u>
Finances	0	0	1620,625	26,511	1647,136	456,396	<u>2103,532</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors	0	330	667,5	975,4	1972,9	0	<u>1972,9</u>
Transport	11360	9400	157200	4440	40920	9600	<u>50520</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières					0		<u>0</u>
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique	331,374	911,014	3764,75	1093	4100,135	1989	<u>8089,135</u>
Jeunesse et sports	15	355	462,3	758,1	1590	198	<u>1788,4</u>
Total du gouvernorat du Kef	167174	152345	132844	76710,1	529073,6	117825	<u>646898,6</u>

Gouvernorat de Siliana

En Mille Dinars

Ministère	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce					0		<u>0</u>
Equipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	59405	61721	58255	58664	238044,7	23565	<u>261609,75</u>
Industrie, énergie et mines	25	633	118	2301	3077	1408	<u>4485</u>
Éducation	8335,5	8131	5513,4	6032	28011,9	4617	<u>23628,9</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique	0	0	700	1700	2400	3594	<u>5994</u>
Formation professionnelle et Emploi	0	31,4	690	190	911,4	0	<u>911,4</u>
Développement, de l'investissement et de lacoopération internationale	15584	15644	17584	9279	5891	5538	<u>63629</u>
Intérieur	0	10	1158	700	1848	1620	<u>3488</u>
Défense nationale	0	0	1333	178	1511		<u>1511</u>
Tourisme et l'artisanat					0	62	<u>62</u>
Affaires sociales					0	200	<u>200</u>
Affaires Culturelles	343,7	388,535	353	1357	2442,235	2000	<u>4442,235</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires religieuses	32	82	54	48	217	0	<u>217</u>
Affaires locales et de l'Environnement	2332	4836	6880	3486	17534,35	1300	<u>18834,348</u>
Santé	1023	1405,045	2144	4635	9207,045	300	<u>9507,045</u>
Justice	0	0	1100	0	1100	570	<u>1670</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	10912	13678	20810	24775	70175,7	26225	<u>96400,7</u>
Finances	70	523	1122	742	2457	336	<u>2793</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors	0	356	1251	311	1918	0	<u>1918</u>
Transport	589,25	3915,4	2178	1880	8562,65	140	<u>8732,65</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières					0		
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique	311	359	312	119	1101	140	<u>1241</u>
Jeunesse et sports	5993	3283	3322	2965	15563	3953	<u>19516</u>
Total du gouvernorat de Siliana	104956	114998	124877	119362	464193	75598	<u>539791,03</u>

Gouvernorat de Jendouba

En Mille Dinars

Ministère	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce					0		<u>0</u>
Equipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	32982	52865	11280	22952	120079		<u>120079</u>
Industrie, énergie et mines	252	2376			2628		<u>2628</u>
Éducation	7047	1234	5697	6406	20384	8293	<u>28677</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique	128	462	1320	1134	3044		<u>3044</u>
Formation professionnelle et Emploi			1650		1650		<u>1650</u>
Développement, de l'investissement et de lacoopération internationale	7992	29226			37218		<u>37218</u>
Intérieur			3802	2588	6390		<u>6390</u>
Défense nationale			1333		1333		<u>1333</u>
Tourisme et l'artisanat	124	940	3072		4138		<u>4138</u>
Affaires sociales			40	17	57		<u>57</u>
Affaires Culturelles	218	1746	1142	781	3887	4921	<u>8808</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires religieuses	0	0	195	20	215	0	<u>215</u>
Affaires locales et de l'Environnement	27	4569	126		4722		<u>4722</u>
Santé	280	2303	1000	2895	6478		<u>6478</u>
Justice			480	1283	1763		<u>1763</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	26666	15571	53233	19801	115271	40018	<u>155289</u>
Finances	127	81	1240	488	1936		<u>1936</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors		378	1310	224	1912		<u>1912</u>
Transport	3454	3088	1798	88	8428		<u>8428</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières					0		<u>0</u>
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique	191	2354			2545		<u>2545</u>
Jeunesse et sports	4282	4507	600	2718	12107		<u>12107</u>
Différent				3005	3005		<u>3005</u>
Total du gouvernorat de Jendouba	83772	121700	89318	64400	359190	53232	<u>412422</u>

Gouvernorat de Kairouan

En Mille Dinars

Mission	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce					0		<u>0</u>
Equipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	67337	97227	92325	108261	365150	73446	<u>458596</u>
Industrie, énergie et mines	9518	4961	5897	4238	24614	6191	<u>30805</u>
Éducation	16522	13606	8959	3982	43069	4040	<u>47109</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique	4149	5314	2474	879	12816	493	<u>13309</u>
Formation professionnelle et Emploi	233	1214	1244	1302	3993	600	<u>4593</u>
Développement, de l'investissement et de lacoopération internationale	26755	17183	12656	16059	72653	16722	<u>89375</u>
Intérieur	8194	6990	5761	4264	25209	1458	<u>26667</u>
Défense nationale					0		<u>0</u>
Tourisme et l'artisanat	151	486	209	0	846	1760	<u>2606</u>
Affaires sociales	588	1356	138	349	2431	43	<u>2474</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires Culturelles	208	404	500	116	1228	97	<u>1325</u>
Affaires religieuses	188	102	223	74	587	47	<u>634</u>
Affaires locales et de l'Environnement	2635	3064	4936	13512	24147	15375	<u>39522</u>
Santé	4706	4578	2570	3352	15206	868	<u>16074</u>
Justice	470	192	310	198	1170	1142	<u>3212</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	21930	23137	229292	15819	90178	13279	<u>103457</u>
Finances	70	309	108	847	1334	411	<u>1745</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors	919	1054	862	754	3589	119	<u>3708</u>
Transport	1037	3597	2547	3884	11065	8431	<u>19496</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières	142	14	16	0	172	0	<u>172</u>
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique	350	2650	3715	4626	11341	1902	<u>13243</u>
Jeunesse et sports	3648	3717	2104	974	10443	879	<u>11322</u>
Total du gouvernorat de Kairouan	169750	191155	176846	183490	721241	167303	<u>888544</u>

Gouvernorat de Kasserine

En Mille Dinars

Ministère	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépense s 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce					0		<u>0</u>
Équipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	74459	90430	72418	37671	274978	48576	<u>323554</u>
Industrie, énergie et mines	12981	10452	3539	2844	29814	1480	<u>31296</u>
Éducation	13754	3108	5495	3777	25744	787	<u>26531</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique	850	40	9963	42	10895		<u>10895</u>
Formation professionnelle et Emploi			359	46	405	17	<u>422</u>
Développement, de l'investissement et de lacoopération internationale	7940	12275	11130	7523	38868	1884	<u>40752</u>
Intérieur	733	18831	1659	1695	5918	292	<u>6210</u>
Défense nationale					0		<u>0</u>
Tourisme et l'artisanat				216	216	80	<u>296</u>
Affaires sociales	205	395	361	880	1841	273	<u>2114</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires Culturelles	899	732	426	30	2087		<u>2087</u>
Affaires religieuses					0		<u>0</u>
Affaires locales et de l'Environnement	497	1040	5954	40	7531		<u>7531</u>
Santé	7057	23793	10571	11539	52960	4135	<u>57095</u>
Justice	242	5	245	124	636	124	<u>760</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	60814	21468	35008	24466	141756	30767	<u>172523</u>
Finances	327	70			397		<u>397</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors	788	1586	1095	1126	4595	226	<u>4821</u>
Transport	1793	4	2920	1077	5794	14348	<u>20142</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières		383	359	60	802	359	<u>1161</u>
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique	22	22	6	15	65		<u>65</u>
Jeunesse et sports	5915	5922	6164	1886	19887	577	<u>20464</u>
Total du gouvernorat de Kasserine	189296	173466	167372	95057	625191	103925	<u>729116</u>

Gouvernorat de Sidi Bouzid

En Mille Dinars

Mission	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépense s 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce	2552	98	15	23	388	105	<u>493</u>
Équipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	26638	60378	86416	41831	215263	32262	<u>247525</u>
Industrie, énergie et mines	17996	5707	29427	71344	124474	15441	<u>139915</u>
Éducation	14394	6806	6809	5470	33479	5639	<u>38018</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique	507	36	220	419	1182	1300	<u>2482</u>
Formation professionnelle et Emploi	1500		1200	0	2700	0	<u>2700</u>
Développement, de l'investissement et de lacoopération internationale	27274	19690	21806	14350	83120	8959	<u>92079</u>
Intérieur	9409	6714	4334	3455	22812	597	<u>23409</u>
Défense nationale					0		<u>0</u>
Tourisme et l'artisanat			120	0	120	0	<u>120</u>
Affaires sociales	1033	221	1212	79	2656	624	<u>3069</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires Culturelles	2443	1080	1457	1064	6044	1311	<u>7355</u>
Affaires religieuses					0		<u>0</u>
Affaires locales et de l'Environnement	8082	12888	44283	22179	87432	58036	<u>145468</u>
Santé	3040	4707	2596	4300	14643	1805	<u>16448</u>
Justice	142	154	626	228	1150	1742	<u>2892</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	29418	31386	31210	38107	130121	77755	<u>207876</u>
Finances	239	59	0	24	322	88	<u>410</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors	300	979	1454	2414	5147	1874	<u>7021</u>
Transport	3250		0	2016	5266	4937	<u>10203</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières					0		<u>0</u>
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique	5119	3591	3685	2520	14915	4700	<u>19615</u>
Jeunesse et sports	6990	5641	1696	1467	15794	1650	<u>17444</u>
Total du gouvernorat Sidi Bouzid	158026	159035	238566	211290	766917	217625	<u>984542</u>

Gouvernorat de Gafsa

En Mille Dinars

Ministère	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce					0		<u>0</u>
Equipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	30634	44248	48193	40897	163972	43254	<u>207226</u>
Industrie, énergie et mines	1500	2000	2200	9408	15108	7190	<u>22298</u>
Éducation	5975	7795	3878	2572	20220	0	<u>20220</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique	750	2150	2960	1953	7813	2149	<u>9962</u>
Formation professionnelle et Emploi	50	620	1200	423	2493	686	<u>3179</u>
Développement, de l'investissement et de lacoopération internationale	10448	12165	10640	14830	48083	4541	<u>52624</u>
Intérieur					0		<u>0</u>
Défense nationale					0		<u>0</u>
Tourisme et l'artisanat	190	250	992	0	1432	0	<u>1432</u>
Affaires sociales	169	190	150	21	530	123	<u>653</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires Culturelles	150	250	493	1483	2376	2427	<u>4803</u>
Affaires religieuses					0		<u>0</u>
Affaires locales et de l'Environnement	2955	4112	7258	41289	55614	61727	<u>117341</u>
Santé	2500	3000	3500	2900	11900	2300	<u>14200</u>
Justice					0		<u>0</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	37329	31459	33764	54095	156647	42303	<u>198950</u>
Finances	1200	800	178	212	2390	1050	<u>3440</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors	800	1250	1705	1294	5049	1080	<u>6129</u>
Transport	1943	3095	5984	4886	15908	4143	<u>20051</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières					0		<u>0</u>
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique	187	325	4740	1279	2531	1834	<u>4365</u>
Jeunesse et sports	2035	1034	2980	2309	8358	8000	<u>16358</u>
Total du gouvernorat de Gafsa	98815	114743	126815	180051	520424	182807	<u>703231</u>

Gouvernorat de Kébili

En Mille Dinars

Ministère	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce	0	0	0	60	60	0	<u>60</u>
Équipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	17162	17917	12796	30219	78094	94084	<u>87578</u>
Industrie, énergie et mines	3542	2105	3024	5184	13855	14350	<u>28205</u>
Éducation	1949	2983	3861	2125	10978	1935	<u>12853</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique	0	0	0	0	0	500	<u>500</u>
Formation professionnelle et Emploi	1195	524	270	10800	12789	3000	<u>15789</u>
Développement, de l'investissement et de lacoopération internationale	8747	14469	6134	11753	39303	8944	<u>48269</u>
Intérieur					0		<u>0</u>
Défense nationale	2511	2618	1455	1858	8442	6400	<u>14842</u>
Tourisme et l'artisanat	175	285	0	50	510	0	<u>510</u>
Affaires sociales	124	38	295	990	1449	350	<u>1799</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires Culturelles	93	83	97	397	670	523	<u>1193</u>
Affaires religieuses					0		<u>0</u>
Affaires locales et de l'Environnement	3809	3731	2727	7384	16550	20076	<u>36626</u>
Santé	1207	2301	1257	2083	6848	2978	<u>9826</u>
Justice	676	225	601	1428	2930		<u>2930</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	16136	16988	11466	12979	57569	9888	<u>67457</u>
Finances					0		<u>0</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors	125	650	593	374	1742	735	<u>2477</u>
Transport	2479	2397	0	308	5184	153	<u>5337</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières					0		<u>0</u>
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique	2390	4300	3989	2583	13262	2323	<u>15585</u>
Jeunesse et sports	2613	653	892	2827	6985	430	<u>7415</u>
Total du gouvernorat Kébili	63834	72267	47457	93602	277160	82091	<u>359251</u>

Gouvernorat de Tozeur

En Mille Dinars

Ministère	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce					0		<u>0</u>
Équipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	15300	3300	33600	8000	60200	88874	<u>149074</u>
Industrie, énergie et mines	0	0	1700	0	1700	0	<u>1700</u>
Éducation	2400	510	19000	9990	32100		<u>32100</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique	0	0	1410	0	1410	0	<u>1410</u>
Formation professionnelle et Emploi	200	0	0	0	200	0	<u>200</u>
Développement, de l'investissement et de lacoopération internationale					0		<u>0</u>
Intérieur	4550	0	8640	14590	27780	5000	<u>32780</u>
Défense nationale					0		<u>0</u>
Tourisme et l'artisanat					0		<u>0</u>
Affaires sociales					0		<u>0</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires Culturelles					0		<u>0</u>
Affaires religieuses	200	0	0	0	200	0	<u>200</u>
Affaires locales et de l'Environnement	3540	140	2100	10210	15990	11800	<u>27790</u>
Santé	1900	400	500	6000	8800		<u>8800</u>
Justice	500	0	0	0	500	0	<u>500</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	10100	3820	12100	50200	76240	25748	<u>101988</u>
Finances					0		<u>0</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors	0	50	100	900	1050	900	<u>1950</u>
Transport	600	320	21210	0	22130		<u>22130</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières					0		<u>0</u>
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique	2730	390	2240	10010	15370	400	<u>15770</u>
Jeunesse et sports	1000	150	1000	8000	10150	400	<u>10550</u>
Total du gouvernorat de Tozeur	43020	9080	103600	117920	173620	1331220	<u>406742</u>

Gouvernorat de Gabes

En Mille Dinars

Ministère	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce	0	0	0	1737	1737		<u>1737</u>
Équipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	30564	28014	45413	17440	121431	18682	<u>140113</u>
Industrie, énergie et mines	858	3125	2800	1539	8322	7000	<u>15322</u>
Éducation	5060	4566	8875	3360	21861	1658	<u>23519</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique	1560	0	3300	1035	3595	1780	<u>7675</u>
Formation professionnelle et Emploi	97	1819	496	512	2924	0	<u>2924</u>
Développement, de l'investissement et de lacoopération internationale	10688	9325	0	12021	32034	10000	<u>42034</u>
Intérieur					0		<u>0</u>
Défense nationale					0		<u>0</u>
Tourisme et l'artisanat	116	300	0	350	766	721	<u>1487</u>
Affaires sociales	0	0	241	603	884	8054	<u>4898</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires Culturelles	40	0	510	828	1378	798	<u>2176</u>
Affaires religieuses					0		<u>0</u>
Affaires locales et de l'Environnement	1370	24004	4295	16053	45722	9454	<u>55176</u>
Santé	3291	2620	7600	6130	19641	6577	<u>26218</u>
Justice					0		<u>0</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	26904	30441	11922	29341	98608	28786	<u>127394</u>
Finances	0	365	1531	215	2111	7454	<u>9565</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors	0	320	3160	1290	4770	668	<u>5438</u>
Transport	0	16000	1500	12710	30210	4150	<u>34360</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières					0		<u>0</u>
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique	78	313	391	480	1262	800	<u>2062</u>
Jeunesse et sports	2600	1959	3381	2954	10894	8963	<u>19857</u>
Total du gouvernorat de Gabes	83226	123171	95415	108598	410410	111545	<u>521955</u>

Gouvernorat de Médenine

En Mille Dinars

Ministère	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce					0		<u>0</u>
Équipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	18991	32474	24487	32050	108002	32000	<u>140002</u>
Industrie, énergie et mines	22177	53843	25835	4000	107795	2000	<u>109795</u>
Éducation	1500	1500	1793	1531	6324	4727	<u>11051</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique					0		<u>0</u>
Formation professionnelle et Emploi	0	2391	0	875	3266	1000	<u>4266</u>
Développement, de l'investissement et de lacoopération internationale	12578	2941	16703	22840	55062	12000	<u>67062</u>
Intérieur	0	5362	4104	2463	11929	2371	<u>14300</u>
Défense nationale					0		<u>0</u>
Tourisme et l'artisanat					0		<u>0</u>
Affaires sociales	430	100	194	1476	2197	2702	<u>4899</u>
Affaires Culturelles	230	1199	826	184	2439	1972	<u>4411</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires religieuses					0		<u>0</u>
Affaires locales et de l'Environnement	610	27036	16260	32648	76554	16000	<u>92554</u>
Santé	2247	6105	1817	2282	12451	9184	<u>21635</u>
Justice	385	435	820	689	2329	253	<u>2582</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	129067	23671	32628	20532	205898	28710	<u>234608</u>
Finances	350	329	537	1665	2881	5027	<u>7908</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors	0	246	1948	2025	4219	200	<u>4419</u>
Transport	489	10875	15834	10213	37411	3000	<u>40411</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières	0	500	305	238	1043	164	<u>1207</u>
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique	2957	4692	8839	955	17443	1100	<u>18543</u>
Jeunesse et sports	1972	2070	7113	3178	14333	6428	<u>20761</u>
Total du gouvernorat de Médenine	193923	175769	160043	141841	671576	128838	<u>800414</u>

Gouvernorat de Tataouine

En Mille Dinars

Ministère	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Estimation 2019	Total 2016-2019	Prévision 2020	Total 2016-2020
Commerce					0		<u>0</u>
Équipement, l'habitat et l'aménagement du territoire	27065	52747	38443	20268	138523	30365	<u>168888</u>
Industrie, énergie et mines	292	5243	0	5951	11486	1611	<u>13097</u>
Éducation	748	2623	6606	1560	11537	7760	<u>19297</u>
Enseignement supérieur et de la recherchescientifique	0	0	0	75	75	170	<u>245</u>
Formation professionnelle et Emploi	0	0	0	827	827	0	<u>827</u>
Développement, de l'investissement et de lacoopération internationale	3776	4516	1262	1796	11350	3462	<u>14812</u>
Intérieur					0		<u>0</u>
Défense nationale					0		<u>0</u>
Tourisme et l'artisanat	0	1445	272	204	1921		<u>1921</u>

Rapport sur la répartition régionale de l'investissement

Affaires sociales	0	0	320	480	800	40	<u>840</u>
Affaires Culturelles					0		<u>0</u>
Affaires religieuses					0		<u>0</u>
Affaires locales et de l'Environnement	8350	3244	2977	4229	18800	4433	<u>23233</u>
Santé	686	788	727	0	2201		<u>2201</u>
Justice	0	73	0	350	423	1204	<u>1627</u>
Agriculture, ressources hydrauliques et pêche	14223	17324	16430	18659	66636	18146	<u>84782</u>
Finances					0		<u>0</u>
Femme, la famille, l'enfance et seniors	120	940	426	1380	2866	0	<u>2866</u>
Transport	1200	2050	4000	3200	10450	4305	<u>14755</u>
Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières					0		<u>0</u>
Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique	630	2240	1490	1488	5848	1909	<u>7757</u>
Jeunesse et sports	1300	290	386	1342	3318	2350	<u>5668</u>
Total du gouvernorat de Tataouine	58390	93523	73339	61809	287061	75755	<u>362816</u>